

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 20/09/2019

N° : 2019/146

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/87

 **Décisions**

Page 88 /194

ARRÊTÉS

Arrêté n° 19/194/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement «le Poulpe», sis 84 quai du Port 13002 Marseille à la SARL Michel & Michel, représentée par Michel PORTOS

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

La demande de la SARL Michel & Michel, représentée par Michel Portos, domiciliée 84 quai du Port 13002 Marseille. RCS Marseille: 800 371 494, en vue d'occuper un emplacement public au : 84 quai du Port 13002 Marseille.

ARRETE

Article 1 :

La SARL Michel & Michel, représentée par Michel Portos, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé «le Poulpe», sis 84 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- une terrasse délimitée sans scellement de 11 m², détachée du commerce
- une terrasse sous velum de 60.16 m², détachée du commerce

soit une surface totale de 71.16 m²

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/195/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé Rue du Rouet angle Avenue Cantini 13006, à la SARL Le Bon Coin, représentée par Monsieur Mohamed Mohamed

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 05 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°08-302-CC, délivré le 08 octobre 2008 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la SARL Le Bon Coin, représentée par Monsieur Mohamed Mohamed, pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire situé Rue du Rouet angle Avenue Cantini 13006 à Marseille.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°08-302-CC, délivré le 08 octobre 2008 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la SARL Le Bon Coin, représentée par Monsieur Mohamed Mohamed, est abrogé.

Article 2 :

La SARL Le Bon Coin, représentée par Monsieur Mohamed Mohamed, enregistrée au RCS Marseille sous le n° 493 929 053 00012 est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de six mètres carrés (6 m²) sur le domaine public, sis Rue du Rouet angle Avenue Cantini 13006 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwichs, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. Toutefois, en fonction de l'avancement des travaux d'extension de la ligne Sud du tramway, la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige, sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité quelconque.

Le bénéficiaire a connaissance, au jour de la notification de la présente autorisation, du projet d'extension du tramway dont le tracé se situe sur l'emplacement du kiosque. Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour ce motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 3 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance.

En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Arrêté n° 19/196/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé 27 avenue du Prado 13006 Marseille à Serge Liparoti

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°03-270-CC, délivré le 7 juillet 2003 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Serge Liparoti ;
- Les justificatifs fournis par Monsieur Serge Liparoti en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°03-270-CC, délivré le 7 juillet 2003 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Serge Liparoti , est abrogé.

Article 2

Monsieur Serge Liparoti, enregistré au RCS Marseille sous le numéro 449 881 085, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de huit mètres carrés sur le domaine public, sis 27 avenue du Prado 13006 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwichs, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Arrêté n° 19/197/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement «TNM la Criée», sis 30 quai de Rive Neuve 13007 Marseille à la SARL Théâtre National de Marseille la Criée, représentée par Madame Macha Makeieff.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°16-293-CM, délivré le 24 mai 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL Théâtre National de Marseille la Criée, représentée par Madame Macha Makeieff, pour une durée d'un an renouvelable tacitement deux fois, sans excéder une durée totale de trois ans et qui arrive à son terme ;
- Les justificatifs fournis par la SARL Théâtre National de Marseille la Criée, représentée par Madame Macha Makeieff, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

ARRETE

Article 1 :

La SARL Théâtre National de Marseille la Criée, représentée par Madame Macha Makeieff, enregistrée au RCS Marseille sous le n°331 900 852, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé «TNM la Criée», sis 30 quai de Rive Neuve 13007 Marseille et d'y installer :

- 26.8 m² de terrasse délimitée sans scellement
Sur laquelle sont implantés 4 parasols scellés au sol.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Arrêté n° 19/198/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé 22 Boulevard Théodore Thurner 13006 Marseille à Monsieur Laurent Geulin

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°96/0657, délivré le 27 novembre 1996 par la Ville de Marseille, à Monsieur Laurent Geulin ;
- Les justificatifs fournis par Monsieur Laurent Geulin, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°96/0657, délivré le 27 novembre 1996 par la Ville de Marseille, à Monsieur Laurent Geulin, est abrogé.

Article 2 :

Monsieur Laurent Geulin, domicilié 134 avenue de Toulon-Les Jardins de Méditerranée Bât. C 13006 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 410 120 141, est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 12m² sur le domaine public, sis 22 Boulevard Théodore Thurner 13006 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Arrêté n° 19/199/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine Public pour le kiosque situé 376 avenue du Prado 13008 Marseille à Franck Bartolini

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°04/017/CC, délivré le 20 janvier 2004 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Franck Bartolini ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

- Les justificatifs fournis par Monsieur Franck Bartolini, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°04/017/CC, délivré le 20 janvier 2004 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Franck Bartolini, est abrogé.

Article 2 :

Monsieur Franck Bartolini, domicilié 147 rue Saint Pierre 13005 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 452 300 668, est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 12m² sur le domaine public, sis 376 avenue du Prado 13008 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire.

A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/200/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à journaux situé 3 cours Pierre Puget 13006 Marseille à Laurent Rosse

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l’arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l’occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L’arrêté d’occupation temporaire n°12/320/CC, délivré le 19 novembre 2012, par la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, à Monsieur Laurent Rosse ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

- Les justificatifs fournis par Monsieur Laurent Rosse, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°12/320/CC, délivré le 19 novembre 2012, par la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, à Monsieur Laurent Rosse, est abrogé.

Article 2 :

Monsieur Laurent Rosse, domicilié 87 rue Chateaubriand 13007 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n°519 985 501, est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 16m² sur le domaine public, sis 3 cours Pierre Puget 13006 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n°19/201/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à journaux situé 5 place Sébastopol 13004 Marseille à Alain Ghoubiguian

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°87/1140, délivré le 19 janvier 1988 par la Ville de Marseille à Monsieur Alain Ghoubiguian ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

- Les justificatifs fournis par Monsieur Alain Ghoubiguian, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°87/1140, délivré le 19 janvier 1988 par la Ville de Marseille à Monsieur Alain Ghoubiguian, est abrogé.

Article 2 :

Monsieur Alain Ghoubiguian, domicilié 169 avenue des Caillols - La Monette Bât. C 13012 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n°343 591 046, est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 18m² sur le domaine public, sis 5 place Sébastopol 13004 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/202/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la kiosque à journaux situé 62 la Canebière 13001 Marseille à la SARL Presse 62, représentée par Monsieur Richard Leban

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°07/103/CC, délivré le 21 mars 2007 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL Presse 62, représentée par Monsieur Richard Leban ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

- Les justificatifs fournis par la SARL Presse 62, représentée par Monsieur Richard Leban, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public .

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°07/103/CC, délivré le 21 mars 2007 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL P Presse 62, représentée par Monsieur Richard Leban, est abrogé.

Article 2 :

La SARL Presse 62, représentée par Monsieur Richard Leban, domiciliée 42 boulevard Rabatau 13008 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n°430 486 183, est autorisée à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 16m² sur le domaine public, sis 62 la Canebière 13001 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/203/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à journaux situé 83 la canebière 13001 Marseille à Mamadou Toure

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°08/292/CC, délivré le 30 septembre 2008 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Mamadou Toure ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

- Les justificatifs fournis par Monsieur Mamadou Toure, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°08/292/CC, délivré le 30 septembre 2008 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Mamadou Toure, est abrogé.

Article 2 :

Monsieur Mamadou Toure, domicilié 19 chemin de Cougourdan 13100 Aix-en-Provence, immatriculé au RCS Marseille sous le n°509 272 100, est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 12m² sur le domaine public, sis 83 la Canebière 13001 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/204/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à journaux situé 31 place Jules Guesde 13002, à Patrick Macquerel

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°95/0089, délivré le 9 février 1995 par la Ville de Marseille, à Monsieur Patrick Macquerel ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

- Les justificatifs fournis par Monsieur Patrick Macquerel, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°95/0089, délivré le 9 février 1995 par la Ville de Marseille, à Monsieur Patrick Macquerel, est abrogé.

Article 2 :

Monsieur Patrick Macquerel, domicilié 23 Boulevard Bellevue - Les Borels 13015 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n°399 678 010, est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 16m² sur le domaine public, sis 31 place Jules Guesde 13002 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/205/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à journaux situé
3 Cours Jean Ballard 13001 à Marseille à la SARL Le Kiosque, représentée par
Madame Nicole Morin**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°08/395/CC, délivré le 8 décembre 2008 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Nicole Morin ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

- Les justificatifs fournis par Madame Nicole Morin, représentant la SARL le Kiosque, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du domaine Public.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°08/395/CC, délivré le 8 décembre 2008 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Nicole Morin, est abrogé.

Article 2 :

La SARL Le Kiosque, représentée par Madame Nicole Morin, domiciliée 2 boulevard des Alisiers- les Roches d'Or Bât Ambre 13009 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 509 897 682, est autorisée à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 16m² sur le domaine public, sis 3 Cours Jean Ballard 13001 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/206/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé 154 avenue de Toulon 13010 à Marseille à Jean Marc Guth

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions règlementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°2000/1203, délivré le 7 juillet 2000 par la Ville de Marseille, à Monsieur Jean Marc Guth ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

- Les justificatifs fournis par Monsieur Jean Marc Guth, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°2000/1203, délivré le 7 juillet 2000 par la Ville de Marseille, à Monsieur Jean Marc Guth, est abrogé.

Article 2 :

Monsieur Jean Marc Guth, domicilié 83 Boulevard Mireille Lauze-268 groupe Pierre Renard 13010 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 431597483, est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 16m² sur le domaine public, sis 154 avenue de Toulon 13010 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/207/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à journaux situé Place Gabriel Péri 13001 à Marseille à Husnu Hakkaya

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°04/004/CC, délivré le 5 janvier 2004 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Husnu Hakkaya ;
- Les justificatifs fournis par Monsieur Husnu Hakkaya, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°04/004/CC, délivré le 5 janvier 2004 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Monsieur Husnu Hakkaya, est abrogé.

Article 2 :

Monsieur Husnu Hakkaya, domicilié 22 rue de la loge 13002 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 452 898 232, est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 16m² sur le domaine public, sis Place Gabriel Péri 13001 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/208/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à journaux situé 56 Boulevard de Strasbourg 13003 à Marseille à Jean François Courouble

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°90-00963, délivré le 27 juin 1990 par la Ville de Marseille, à Monsieur Jean François Courouble ;
- Les justificatifs fournis par Monsieur Jean François Courouble en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°90-00963, délivré la 27 juin 1990 par la Ville de Marseille, à Monsieur Jean François Courouble, est abrogé.

Article 2 :

Monsieur Jean François Courouble, domicilié 13B rue Emile Baudot-le Dolie 13012 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n° 347 752 586 00011, est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de 16m² sur le domaine public, sis 56 Boulevard de Strasbourg 13003 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Arrêté n° 19/209/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement Le Café des Arts, sis 35 quai de Rive Neuve 13007 Marseille à la SAS Café du Vieux port, représentée par Florent Plaza.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

La demande de la SAS Café du Vieux Port, représentée par Florent Plaza, domiciliée 35 quai de Rive Neuve 13007 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

35 quai de Rive Neuve 13007 Marseille
RCS Marseille: 849 801 741

ARRETE

Article 1 :

La SAS Café du Vieux Port, représentée par Florent Plaza, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Le Café des Arts, sis 35 quai de Rive Neuve 13007 Marseille et d'y installer :

- une terrasse délimitée sans scellement de 20 m2

sur laquelle sont installés 2 parasols.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Arrêté n° 19/210/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé 4 place Edmond Audran 13004 à Monsieur Franck Teissier

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°18/374/CM, délivré le 17 janvier 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Franck Teissier ;
- L'erreur matérielle relative à la surface du kiosque sur l'arrêté d'occupation temporaire n°18/374/CM.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°18/374/CM, délivré le 17 janvier 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Franck Teissier, est abrogé.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Article 2

Monsieur Franck Teissier, enregistré au RCS Marseille sous le n° 823 058 235 00016, est autorisé à exploiter un kiosque d'une dimension de 6m² sur le domaine public, sis 4 place Edmond Audran 13004 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de remouleur.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/211/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé traverse de la Gaye (parking du collège Sylvain Menu) à la SAS Chez Alex, représentée par Monsieur Alexandre Ekmekdjian

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°18/057/CM, délivré le 25 avril 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAS Chez Alex, représentée par Monsieur Alexandre Ekmekdjian ;
- L'absence de mention relative à la mise à disposition de toilettes sur l'arrêté d'occupation temporaire n° 18/057/CM,

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°18/057/CM, délivré le 25 avril 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAS Chez Alex, représentée par Monsieur Alexandre Ekmekdjian, est abrogé.

Article 2

La SAS Chez Alex, représentée par Monsieur Alexandre Ekmekdjian, enregistrée au RCS Marseille sous le n°838 592 152 00012, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de douze mètres carrés (12m²) sur le domaine public, sis traverse de la Gaye (parking du collège Sylvain Menu) 13009 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Ce kiosque comportant des toilettes publiques, le titulaire a l'obligation de mettre ces toilettes à disposition gratuite de tout le public et non seulement de «ses consommateurs» et ce aux heures normales d'ouverture du kiosque. En contrepartie du service rendu à la Métropole, la redevance d'occupation du Domaine Public, comportant la part fixe et la part variable, est réduite de 50%. Cette réduction est fondée sur trois éléments indispensables :

- 1- La mise à disposition gratuite des toilettes à tout public.
- 2- L'ouverture quotidienne des toilettes (à l'exception des congés et jours normaux de fermeture du kiosque)
- 3- L'entretien et l'hygiène parfaite des toilettes

L'absence ou la fourniture incomplète de l'une des prestations annulerait automatiquement la réduction de la redevance.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Arrêté n° 19/212/CM

Abrogation de l'arrêté d'occupation temporaire du domaine public n° 17/092/CM pour le kiosque situé Boulevard de Saint Marcel angle rue du Queylar 13011 Marseille à Geneviève Mariotta

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté n°17/092/CM du 4 avril 2017 délivré par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Madame Geneviève Mariotta pour l'exploitation du kiosque alimentaire sis Boulevard de Saint Marcel angle rue du Queylar 13011 Marseille ;
- La vente du fonds de commerce à Monsieur Henri-Marc Habot, en date du 1er juillet 2019.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°17/092/CM du 4 avril 2017 délivré par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Madame Geneviève Mariotta pour l'exploitation du kiosque alimentaire sis Boulevard de Saint Marcel angle rue du Queylar 13011 Marseille, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Il est porté à la connaissance de l'intéressée que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Septembre 2019

Arrêté n° 19/213/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 124 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 124 du 8 janvier 1991 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du Comité syndical du SAN du 12 octobre 1987 donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 19 avril 2012 approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Septembre 2019

- La délibération n° 222/13 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 20 juin 2013 approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du Conseil municipal d'Istres du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/158/CM du 22 juillet 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 124 approuvé par arrêté préfectoral du 8 janvier 1991 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 124, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Septembre 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 124

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **124** (section **DD n°0097**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1991.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Etablissement Public d'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre (EPAREB).

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent CCCT est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article I est modifié comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

La parcelle cédée d'une superficie totale **de 177 m²**, figure au cadastre sous la section **DD n° 0097**. Elle est située en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constitue le **lot n° 124** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Le terrain susvisé se voit attribuer un droit à bâtir **de 77,70 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Arrêté n° 19/214/CM

Désignation et habilitation d'un agent aux missions d'instructeur d'hygiène de lutte contre l'habitat indigne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L651-6 ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment l'article R 1312-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18 du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant la nouvelle stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne ;
- La délibération n° DEEV-005 -5511/19 du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 portant l'instauration d'une autorisation préalable de mise en location sur le Quartier de Noailles 13001 Marseille dans le cadre de la nouvelle stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne ;
- La délibération n° DEVT 001-5395/19/BM du 28 février 2019 approuvant une convention de prestation de service avec la Ville de Marseille pour la mise en œuvre des travaux et des relogements d'office par les concessionnaires de l'éradication de l'habitat indigne.

CONSIDÉRANT

- Que conformément aux dispositions légales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'éradication et de lutte contre l'habitat indigne ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Septembre 2019

- Que la Métropole s'est dotée d'un nouvel outil, le Permis de louer, afin de lutter contre les marchands de sommeil et le mal logement ;
- Que ce nouvel outil est mis en place à titre expérimental sur le quartier de Noailles selon une délimitation pré définie au sein du périmètre couvert par le projet d'Opération d'Amélioration de l'Habitat Marseille Centre ;
- Qu'il est nécessaire d'habiliter, à cet effet, un agent en charge de visiter et d'évaluer la décence des logements et le risque potentiel d'atteinte à la sécurité des occupants et à la santé publique.

ARRETE

Article 1 :

L'agent ci-dessous nominativement et exclusivement désigné est en charge du contrôle des logements et de l'évaluation de la décence des logements visités et du risque potentiel d'atteinte à la sécurité des occupants et à la salubrité publique.

Nom	Fonction	Direction	Service
CORTES	Christine	Direction de l'Aménagement et de l'Habitat	Espace Accompagnement Habitat

Article 2 :

L'agent est habilité à visiter les locaux à usage d'habitation situés sur le territoire métropolitain et notamment sur le périmètre défini pour le Permis de Louer. La visite de ces locaux ne peut avoir lieu que de huit heures à 19 heures. Il constate les conditions dans lesquelles sont occupés les locaux qu'ils visitent.

Article 3 :

Cet agent rédigera les rapports permettant d'apprécier si, le logement répond aux normes de décence définies par le décret 2002-120 du 30 janvier 2002 modifié le 1^{er} juillet 2018 ou respecte la sécurité des occupants et la salubrité du logement. Il émettra un avis, constatera les manquements, identifiera les démarches à accomplir et précisera la nature des travaux ou aménagements prescrits.

Article 4 :

Quiconque fait volontairement obstacle à la mission de cet agent est passible de l'amende civile prévue à l'article L 651-4 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Septembre 2019

Arrêté n° 19/215/CM

Délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé, en charge de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°19/158/CM du 22 juillet 2019 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Madame Nathalie N'Doumbé, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire et exercées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2019

- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge des ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti,
politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme,
mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations
- Demande de régularisation des offres
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre
- Demande de justification d'une offre anormalement basse
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande inférieurs à 90 000 euros HT y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2019

- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Politique de la Ville

- Lettres de notification des décisions des Commissions Locales d'Attribution portant ajournement ou rejet du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- Accusés réception des demandes de Fonds d'Aide aux Jeunes
- Courriers divers relatifs à des demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande

Habitat

- Accusés réception des demandes de logement social ;
- Accusés réception des demandes de FSL ;
- Courriers divers relatifs à des demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande ;
- Accusés réception des demandes relatives à l'ANAH ;
- Courriers divers (demandes d'avis préalable) relatifs à l'ANAH ;
- Conventiennements avec l'ANAH – avec ou sans travaux ;
- Engagements bailleurs ;
- Attestations diverses (Caisse Allocations Familiales, etc.).

Ports - Mer- Littoral – GEMAPI - Energie

- Courriers de mise en demeure ;
- Courriers divers relatifs à la mise en œuvre de projets et à la gestion courante concernant les ports, la mer, le littoral, la GEMAPI et l'énergie ;
- Courriers et actes divers relatifs à la gestion de mise en concurrence des Autorisations d'Occupation Temporaire du Domaine Public ;
- Convocations au CLUPP (Comité Local des Usagers Permanents du Port) ;
- Réponse à une demande de changement de bateau sur une même place (réponse négative aux usagers) ;
- Demande d'exonération de redevance (réponse négative aux usagers) ;
- Déclarations d'ouverture de chantier et d'achèvement et actes administratifs liés, pour la gestion des réseaux de chaleur et unités de production d'énergie ;
- Contrats d'abonnement de tiers au réseau de chaleur (conformes au modèle de contrat et à la tarification délibérée) et avenants de transfert ;
- Conventions avec les concessionnaires de réseau pour raccordement d'unités de production d'énergie.

Urbanisme

- Les courriers de convocation à des réunions techniques ;
- Courriers divers relatifs à l'urbanisme et la stratégie et cohérence territoriale pour la mise en œuvre des dossiers ou projets ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2019

- Courriers liés à l'assujettissement fiscal de la Métropole.

Foncier

- Documents d'arpentage ;
- Diffusions parcellaires ;
- Demandes à France Domaines ;
- Courriers, formulaires CERFA et fiches de demandes de renseignements et/ou copies auprès des hypothèques ;
- Documents et actes relatifs aux états des risques naturels et technologiques ;
- Plans de bornage, de division ;
- Courriers, formulaires de constitution de servitudes ;
- Procès-verbal de délimitation de bornage, de bornage contradictoire amiable, etc.
- Prise en gestion des biens acquis par l'EPF ;
- Courriers divers relatifs à la mise en place des conventions partenariales conclues avec l'EPF et notamment compte rendu valant décision de choix des sites, validation du lancement des études, etc. ;
- Procès-verbal d'ouverture des plis des candidatures pour la cession des biens ;
- Réceptions des procès-verbaux de remise en gestion des biens acquis par EPF PACA et signature de tous les documents connexes ;
- Courriers divers relatifs aux demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande (échanges entre Métropole et propriétaires dans l'instruction des dossiers d'acquisitions et des ventes de biens bâtis, non bâtis, et/ou de locations) ;
- Attestations rectificatives de mise en concordance des actes authentiques en la forme administrative auprès des Services de la Publicité Foncière ;
- Formalités préalables et postérieures nécessaires à la Publicité Foncière d'un acte authentique en la forme administrative ;
- Demandes de pièces complémentaires et de visites dans le cadre de la procédure de préemption ;
- Renonciations aux déclarations d'intention d'aliéner ;
- Courriers divers relatifs aux affaires foncières et immobilières ;
- Courriers de saisine de l'Etat concernant les procédures foncières sur les projets relevant de la compétence métropolitaine (à l'exception des courriers adressés aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat).

Aménagement du territoire

- Les courriers relevant de l'administration courante ;
- Les certificats d'affichage des actes administratifs ;
- Courriers divers relatifs à l'aménagement du territoire métropolitain concernant la mise en œuvre des dossiers et des projets ;
- Courriers de convocation à des réunions techniques ;
- Courriers aux établissements publics d'aménagement dans le cadre des relations conventionnelles entre la Métropole et les aménageurs ;
- Arrêtés portant approbation des cahiers des charges de cession de terrains ;
- Courriers de notification aux tiers des cahiers des charges de cession de terrains.

Patrimoine bâti – Gestion patrimoniale

- Déclarations d'ouverture de chantier et d'achèvement ;
- Courriers divers aux services de l'état (ARS, DRAC, ABF, DDT, etc.) ;
- Conventions avec les concessionnaires de réseaux pour raccordement (à différencier des autres conventions) ;
- Demandes d'autorisations d'urbanisme et environnementales et pièces annexes des PC, PD, PA loi sur l'eau, ERP classés, cas par cas, etc. ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2019

- Courriers divers et gestion courante relatifs au patrimoine bâti du territoire métropolitain ;
- Les attestations d'affectation de constructions.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame N'Doumbé, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Béhar Benaissa – Directrice Générale Adjointe Déléguée

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames N'Doumbé et Benaissa, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Alexandra Serra – Directrice de la coordination

Concernant strictement :

- 1) La politique de la ville :
- 2) L'Habitat

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Béhar Benaissa – Directrice Générale Adjointe Déléguée

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames N'Doumbé et Benaissa, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Christelle Mouren – Directrice habitat et politique de la ville

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2019

DÉCISIONS

Décision n° 19/466/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable relative à la mise à disposition à titre onéreux d'équipements et de locaux au bénéfice de la régie culturelle Scènes et Cinés

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 19/369/D du 18 juin 2019 approuvant la convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Régie Culturelle Scènes et Cinés pour une nouvelle période d'utilisation des équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la convention autorisant l'établissement à caractère industriel et commercial dénommé Régie Culturelle Scènes et Cinés à disposer d'équipements et de locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence est arrivée à échéance le 28 février 2019 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, favorable au maintien d'animations culturelles sur son territoire d'Istres-Ouest Provence, a confirmé sa volonté de poursuivre la mise à disposition d'équipements et de locaux lui appartenant au bénéfice de la Régie Culturelle Scènes et Cinés par la décision n° 19/369/D du 18 juin 2019 ;

- Que pour apporter un complément d'informations concernant l'utilisation partagée des équipements et du matériel mis à disposition, il convient d'établir une nouvelle convention précisant, en son préambule, le caractère partiel de cette occupation.

DECIDE

Article 1 :

Est abrogée la décision n° 19/369/D du 18 juin 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire d'équipements et de locaux au bénéfice de la Régie Culturelle Scènes et Cinés chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma sur le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 3 :

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de sa date de notification aux parties.

Article 4 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement pour 2019 d'une redevance d'occupation du domaine public, annuelle et révisable, d'un montant de 164 449,06 euros hors taxe ainsi que le paiement de participation aux charges de fonctionnement calculée sur la base forfaitaire de 29,48 euros par mètre carré occupé et par an, au prorata du temps d'utilisation des équipements mis à disposition.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole, chapitre 75, nature 75888.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Septembre 2019

CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'EQUIPEMENTS DU DOMAINE PUBLIC DE LA METROPOLE

ENTRE

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58, boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE, représentée par sa présidente en exercice, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n°... du ... 2019,

ci-après dénommé « Le Propriétaire »,

D'UNE PART,

ET :

La REGIE CULTURELLE SCENES ET CINES, sise 5 et 9 place des Carmes -13800 ISTRES, représentée par Monsieur Jean-Paul ORI, Directeur de la Régie Culturelle Ouest Provence, dûment habilité à signer par délibération du Conseil d'Administration,

ci-après dénommée "L'Occupant",

D'AUTRE PART,

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de biens dénommés :
Centre Culturel Marcel Pagnol, Avenue René Cassin, 13270 Fos-sur-Mer
Cinéma l'Odysée, Avenue René Cassin, 13270 Fos-sur-Mer
Théâtre de l'Olivier, Place Jules Guesde, 13800 Istres
Café-Musique l'Usine, RN 569 - Route de Fos, 13800 Istres
Cinéma le Coluche, Allée Jean Jaurès, 13800 Istres
Théâtre de la Colonne, Avenue Marcel Paul 13140 Miramas
Cinéma le Comoedia, Rue Paul Vaillant Couturier, 13140 Miramas
Salle Gérard Philipe, Avenue Gabriel Peri 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
Amphithéâtre Robert Hossein, Boulevard Victor Jauffret, 13450 Grans
Services Administratifs :
Immeuble 9, place de Carmes, 13800 Istres
Immeuble 5, Place des Carmes, 13800 Istres

La Régie Scènes et Cinés, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, créée par la délibération n° 416/05 du 1^{er} juillet 2005 du SAN Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, est chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma.

Dans ce cadre, elle bénéficie des équipements et des locaux désormais propriétés de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pendant les périodes nécessaires à la réalisation des programmations culturelles liées à l'activité de la Régie Scènes et Cinés.

Par conséquent, l'utilisation de ces équipements étant partagée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou toute personne physique ou morale de son choix, et la Régie Scènes et Cinés, il a été convenu que la Métropole conservait à sa charge l'ensemble des contrats de maintenance, souscrivait en son nom les abonnements aux fluides et procédait directement au règlement des consommations ainsi que les abonnements et consommations téléphoniques, sans que la liste soit exhaustive et limitative.

En conséquence, la base de calcul de la redevance portera sur la période d'occupation effective de la Régie Scènes et Cinés et prendra également en compte un forfait sur la même durée, pour la participation aux charges incombant normalement à l'Occupant mais acquittée par le Propriétaire.

La convention, approuvée par décision n° 168/14 du 19 février 2014, par laquelle ladite Régie est autorisée à occuper les équipements objet des présentes étant arrivée à échéance, il convient d'établir une nouvelle convention.

L'article L. 2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, créé par l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017, lequel dispose que si l'autorisation d'occupation permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente doit organiser librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester, est applicable à la présente convention.

Cependant, à l'aune de l'article L. 2122-1-2 du Code général de la propriété des personnes publiques, la signature de la présente convention est exemptée d'une telle procédure dans la mesure où le titre est délivré à une personne publique dont la gestion est soumise à la surveillance directe de la Métropole, compte tenu de la composition du conseil d'administration de la Régie et des dispositions financières qui lui sont applicables.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 septembre 2019

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Propriétaire concède à l'Occupant l'occupation temporaire et partielle des équipements mentionnés à l'article 2.

Le mobilier et le matériel installés dans les équipements sont mis à la disposition de l'Occupant.

Cette autorisation d'occupation temporaire permettra à l'Occupant d'exercer toutes activités, administratives, culturelles et de gestion, liées à son objet et à encaisser les recettes qui en découlent.

Il est expressément spécifié que ces équipements, objet des présentes, relèvent du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La réglementation relative aux baux commerciaux ne peut donc pas recevoir application.

Article 2 : DESIGNATION DES BIENS

Les lieux et leur destination sont :

- Sur le **Territoire de Fos sur Mer** :
 - Centre Culturel Marcel Pagnol, inventaire n° 77, ex 96SF71C0021318N00381.
 - Cinéma l'Odyssée, inventaire n°564, ex 99SF71C0021318N00473
- Sur le **Territoire d'Istres** :
 - Services Administratifs :
 - Immeuble 9, place de Carmes, inventaire n°349, ex 96SI71C00021318N00381
 - Immeuble 5, place des Carmes, inventaire n°1290, ex 02SI71C00021318N00538
 - Théâtre de l'Olivier, inventaire n° 328, ex 96SI71C0021318N00358
 - Hangar de stockage matériel scénique (CN 33) inventaire n° 679, ex 00SI71C0021318N00521
 - Hangar de stockage matériel scénique (CN 34p), inventaire n° 429, ex 96SI71C00021318N00464
 - Café-Musique l'Usine, inventaire n° 360, ex 97SI71C0021318N00392
 - Cinéma le Coluche, inventaire n° 322, ex 96SI71C0021318N00352
- Sur le **Territoire de Miramas** :
 - Théâtre de la Colonne, inventaire n° 521, ex 96SM71C0031318N00151
 - Cinéma le Comoedia, inventaire n° 518, ex 96SM71C0021318N00148
- Sur le **Territoire de Port Saint Louis du Rhône** :
 - Salle Gérard Philipe, inventaire n° 1369, ex 02SP71C0021318N00583
- Sur le **Territoire de Grans** :
 - Amphithéâtre Robert Hossein, inventaire n° 5584, ex 04SG71C0021318N00603

Article 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans et prendra effet à compter de sa notification aux parties.

Toutefois, les équipements faisant partie du domaine public, le Propriétaire se réserve le droit de mettre fin à l'occupation selon les termes de l'article 10.

A l'expiration de cette convention, quelle qu'en soit la cause, l'Occupant ne pourra invoquer aucun droit au maintien dans les lieux, ni réclamer aucune indemnité.

Article 4 : REMISE DES LIEUX, ETAT DES LIEUX

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance. Il déclare être informé de l'état effectif des lieux et les connaître parfaitement. Il contracte donc en pleine connaissance de cause et ne pourra élever aucune réclamation.

Article 5 : CONDITIONS FINANCIERES

Article 5-1 : Redevance d'occupation

L'Occupant paiera en règlement du droit d'occupation qui lui est consenti, une redevance pour l'année 2019 de 164 449.06 € HT, sur lequel s'ajoutera le montant de la TVA en vigueur.

En cas de prise des lieux en cours d'année, la redevance d'occupation sera calculée prorata temporis.

L'occupant paie la redevance par mandat administratif auprès de Monsieur le Trésorier Principal à Marseille, sur la base d'un titre de recettes émis par les services financiers du Propriétaire.

L'occupant s'oblige à payer cette redevance par semestre et d'avance. Le premier terme sera exigible à la date de signature des présentes.

Ces modalités de règlement sont révisables avant chaque échéance contractuelle.

Le montant de la redevance hors taxes sera indexé à chaque échéance annuelle en fonction des variations de l'indice du coût de la construction.

La formule d'indexation est définie de la façon suivante :

- L'indexation intervient à la date anniversaire de la convention,
 - L'indice utilisé pour chaque indexation (I) est le dernier connu à la date de l'indexation,
 - L'indice de base retenu (I₀) est celui du 4^{ème} trimestre 2018 soit 1703.
- La formule d'indexation est obtenue par le rapport suivant : I / I_0 qui s'applique à la redevance.

Article 5-2 : Participation aux charges de fonctionnement

L'occupation des équipements étant liée à l'activité de l'occupant, il est convenu que le Propriétaire conserve à sa charge l'ensemble des contrats de maintenance et d'entretien des locaux souscrit en son nom, les abonnements aux fluides et procède directement au paiement de l'ensemble des abonnements et consommations téléphoniques, sans que la liste soit exhaustive et limitative.

En conséquence, l'Occupant versera au Propriétaire une participation aux charges de fonctionnement calculée sur la base forfaitaire de 29,48 €/M² occupés et par an, au prorata du temps d'utilisation des équipements.

Les charges de fonctionnement seront payables par semestre et d'avance auprès de Monsieur le Trésorier Principal à Marseille, sur la base d'un titre de recettes émis par les services financiers du Propriétaire. Le premier terme sera exigible à la date de signature des présentes.

Article 6 : IMPOTS ET TAXES

Le Propriétaire réglera la taxe foncière affectée à l'immeuble, existant ou qui serait créé, et pourra demander le remboursement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, à l'Occupant.

Le cas échéant, le montant correspondant au remboursement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est payable au prorata temporis, aux conditions et selon la périodicité fixées pour le paiement de la redevance.

L'Occupant s'engage à régler tous les impôts, les taxes et redevances, calculés au prorata temporis, dont il sera redevable en raison de ses activités.

Article 7 : CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES

Article 7-1 - Conditions Générales

L'Occupant s'engage à utiliser les locaux conformément à l'usage défini à l'article 1 ci-dessus. Aucune autre utilisation ne pourra être faite sans l'accord écrit et préalable du Propriétaire.

L'Occupant sera garant de l'obtention des autorisations administratives et s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la salubrité, la police, la sécurité et le cas échéant, le code du travail, de sorte que le Propriétaire ne puisse être ni recherché, ni inquiété.

De manière générale, l'Occupant fait son affaire personnelle de la conformité permanente des lieux mis à disposition avec son activité et plus particulièrement avec les lois, règlements ou prescriptions administratives en vigueur ou à venir en matière d'hygiène, de salubrité et de sécurité des personnes applicables au ERP.

L'Occupant doit également respecter les règles d'utilisation et les consignes de sécurité qui pourraient être posées par le Propriétaire.

L'Occupant devra prendre toutes dispositions pour assurer, en cas d'urgence, l'évacuation des équipements objets des présentes.

Article 7-2- Contrôles

Le Propriétaire commandera les contrôles techniques périodiques obligatoires en ce qui concerne les installations techniques liées à l'équipement.

L'Occupant aura la charge de l'entretien et de la gestion de ces équipements. Il devra informer immédiatement le Propriétaire de toute détérioration ou anomalie.

Le Propriétaire se réserve le droit de contrôler, une fois par an, les équipements de sécurité et leur état de maintenance.

L'Occupant sera tenu de laisser visiter à tout moment les locaux mis à disposition par tout représentant du Propriétaire. Toutefois, il sera veillé à ce que ces visites ne perturbent pas les activités exercées dans les locaux.

Article 7-3- Renouvellement du matériel

L'Occupant prendra à sa charge le renouvellement du matériel affecté à l'exploitation de son activité, devenu hors d'usage. Il restituera, au terme du contrat le matériel dans un état normal d'usure ou son équivalent.

Article 8 : RESPONSABILITE – ASSURANCES

Les personnes exerçant les activités proposées par l'Occupant ainsi que son personnel et ses dirigeants sont placés sous sa responsabilité exclusive.

Le Propriétaire dégage toute responsabilité pour ce qui concerne les engagements pris par l'Occupant sur les locaux mentionnés à l'article 2.

L'Occupant doit souscrire une police d'assurances couvrant sa responsabilité et les risques de dommages matériels et corporels pouvant résulter des activités organisées.

Le Propriétaire souscrira une police d'assurances dommages en ce qui concerne les biens immobiliers dont il demeure propriétaire, objet de la présente convention (garantie incendie, foudre, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux et autres garanties de son choix).

L'Occupant fera assurer les biens, meubles et immeubles, lui appartenant ou objets des présentes, par une compagnie d'assurance solvable et, notamment pour les garanties incendie, foudre, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux.

Il garantira également ses responsabilités locatives, sa responsabilité à l'égard des autres occupants de l'immeuble, le cas échéant.

Il est convenu d'une façon expresse entre l'Occupant et le Propriétaire que ce dernier ne pourra à aucun titre être rendu responsable des vols dont l'Occupant pourrait être victime dans des lieux mis à disposition.

L'Occupant s'engage à produire les attestations d'assurances correspondantes et à justifier du paiement régulier des primes, dès l'entrée en jouissance et chaque année à la date d'anniversaire de la présente convention.

En cas de sinistre, l'Occupant ne pourra réclamer au Propriétaire aucune indemnité pour privation de jouissance, sauf si le fait générateur du sinistre trouve son origine dans le non-respect par le Propriétaire d'une obligation législative ou réglementaire.

Article 9 : TRAVAUX

L'Occupant ne pourra apporter aucune modification, démolition, construction dans les locaux occupés sans avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite du Propriétaire. En cas d'autorisation obtenue, les travaux seront effectués sous le contrôle du Propriétaire. Ils devront être soumis à la commission de sécurité et d'accessibilité compétente.

Pendant toute la durée de l'occupation, l'Occupant sera tenu de veiller au bon état d'entretien des lieux et assurer les réparations locatives telles que définies par les Articles 1754 du Code civil et le décret n° 87-712 du 26 août 1987.

Le Propriétaire sera tenu aux grosses réparations relatives au clos et au couvert.

L'Occupant devra souffrir sans aucune indemnité, sur une période de trente jours ouvrés, tous les travaux et réparations que le Propriétaire jugerait nécessaire d'effectuer dans l'intérêt du bien occupé. Au-delà de trente jours ouvrés, l'Occupant sera indemnisé par le propriétaire.

Sauf urgence, ces travaux interviendront en concertation sous réserve d'un préavis suffisant.

Les aménagements à caractère immobilier réalisés par l'Occupant, les matériels et mobiliers acquis par lui, présentant le caractère d'immeubles par destination, deviendront la propriété du Propriétaire sans indemnité.

Article 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Chacune des parties pourra résilier la présente convention à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception six mois avant la fin souhaitée de la mise à disposition. La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation. Elle pourra porter sur tout ou partie des locaux mis à disposition.

Dès lors que les équipements relèvent du domaine public, le Propriétaire se réserve le droit de reprendre l'immeuble pour tout motif d'intérêt général, et ce à tout moment.

En outre, le Propriétaire se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention en cas de non-respect par l'Occupant des obligations découlant des présentes. Cette résiliation interviendra trente jours après la réception de la mise en demeure adressée par le Propriétaire à l'Occupant restée sans effet dans ce délai.

Si la convention vient à être résiliée en application des dispositions de l'article 11, l'Occupant devra libérer les lieux à échéance du préavis de la résiliation et les remettre en bon état d'entretien.

L'Occupant ne pourra prétendre à aucun maintien dans les lieux, ni à une quelconque indemnisation de la part du Propriétaire.

L'Occupant sera, le cas échéant, tenu de faire réaliser, à ses frais et sous le contrôle du Propriétaire, les travaux nécessaires à leur remise en état.

Article 11 : INTUITU PERSONAE - INCESSIBILITE DES DROITS

La présente convention étant conclue intuitu personae, l'Occupant ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

L'Occupant ne pourra, sans l'autorisation du Propriétaire, sous louer à titre gratuit ou onéreux tout ou partie des locaux mis à sa disposition.

Article 12 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, qu'elle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

Article 13 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille le

en deux exemplaires

Pour la Régie

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Jean-Paul ORI
Directeur de la Régie

Madame Martine VASSAL

LISTE DES ANNEXES :

- Annexe 1 : Décision n°
- Annexe 2 : Plan
- Annexe 3 : Dossier IAL

Convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un terrain appartenant à la propriété Immaldi et Cie.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Le projet du Boulevard Urbain Sud impacte la propriété Immaldi et Cie situé sur le chemin du Vallon de Toulouse notamment pour la réalisation du mur de soutènement le long du Boulevard Urbain Sud (BUS) secteur centre rue Verdillon et le chemin du Vallon de Toulouse en limite de la propriété.

Dans le cadre de la réalisation de ces travaux, la Métropole s'est rapprochée de la propriété Immaldi et Cie et a sollicité son autorisation pour occuper temporairement le terrain permettant d'exécuter les travaux.

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Durée initiale de deux (2) mois, renouvelable expressément par période d'un (1) mois jusqu'à l'achèvement des travaux du nouvel accès à la résidence.
- Conditions financières : l'occupation temporaire est consentie à titre gratuit par la propriété Immaldi et Cie.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud (Marseille, 10^{ème} arrondissement) il est nécessaire de réaliser le mur de soutènement le long du Boulevard Urbain Sud (BUS) en limite de la propriété ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par la propriété Immaldi et Cie à occuper temporairement, et pour une durée initiale de deux (2) mois l'emprise nécessaire à la réalisation du mur de soutènement le long du Boulevard Urbain Sud (BUS) en limite de la propriété.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la propriété Immaldi et Cie située sur le chemin du Vallon de Toulouse, pour une durée initiale de deux (2) mois.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Septembre 2019

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN
APPARTENANT A « IMMALDI ET CIE »**

**Boulevard Urbain Sud à Marseille (10ème arrondissement)
Réalisation du mur de soutènement
entre le Boulevard Urbain Sud (BUS) et la propriété IMMALDI ET CIE**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

IMMALDI ET CIE, Société par Actions Simplifiée sous le numéro SIREN 378 568 638 dont le siège social est situé 13 rue Clément ADER 77 230 DAMMARTIN EN GOELE.

Représentée aux présentes par Madame Carole FOURNILLON agissant en sa qualité de responsable développement et ayant tous pouvoirs en vertu de son statut.

Ci-après dénommée « le Propriétaire »

D'une part

ET :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement de coopération intercommunale, ayant son siège à Marseille (13007) 58 boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200 054 807 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille.

Représentée par sa Présidente en exercice, ou son représentant, dûment habilitée pour intervenir en cette qualité au présent, et domiciliée au dit siège.

Ci-après dénommée « la Métropole » ou « l'Occupant »

D'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le Maître d'Ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (BUS) sur la commune de MARSEILLE.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général de compléter le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,



- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

La propriété IMMALDI ET CIE est impactée par le projet du Boulevard Urbain Sud notamment pour la réalisation du mur de soutènement le long du Boulevard Urbain Sud (BUS) en limite de la propriété IMMALDI ET CIE.

Ces travaux nécessitent l'intervention des services métropolitains et des entreprises désignées par la Métropole sur les terrains appartenant à la propriété IMMALDI ET CIE afin de permettre leur réalisation.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille Provence sollicite auprès du propriétaire une Autorisation d'Occupation Temporaire des terrains concernés le temps de la réalisation des travaux.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Propriétaire autorise par convention la Métropole et les entreprises désignées par cette dernière, qui l'acceptent, d'occuper temporairement les biens dont la désignation suit, afin de procéder à la réalisation du mur de soutènement entre le Boulevard Urbain Sud (BUS) et la propriété IMMALDI ET CIE, à l'exclusion de toutes autres activités.

ARTICLE 2 : DESIGNATION

La présente convention concerne les parcelles suivantes :

- Parcelle cadastrée Saint-Tronc 859 D 0226, située sur la commune de Marseille - 13010. Elle présente une superficie totale de 148 m² et l'Autorisation d'Occupation Temporaire concerne l'emprise, d'une superficie approximative de 102 m² telle que délimitée sur le plan ci-joint.
- Parcelle cadastrée Saint-Tronc 859 D 0228, située sur la commune de Marseille - 13010. Elle présente une superficie totale de 382 m² et l'Autorisation d'Occupation Temporaire concerne l'emprise, d'une superficie approximative de 171 m², telle que délimitée sur le plan ci-joint.

Ces parcelles sont connues de l'Occupant qui l'agrée sans réserve.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention est consentie pour une durée de **deux (2) mois** à compter de la signature de la convention par les parties.

Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse du Propriétaire par période d'un (1) mois en cas d'inachèvement des travaux objets de la présente convention.

La zone concernée par la présente Occupation est représentée sur le plan en annexe de la présente convention.

ARTICLE 4: CONDITIONS FINANCIERES

La présente mise à disposition temporaire est consentie à titre gracieux par le Propriétaire.

ARTICLE 5 : CHARGES ET CONDITIONS

CHARGES :

L'Occupant s'engage à occuper les lieux de façon légale.

CONDITIONS :

1. L'Occupant a l'obligation de prendre les parcelles occupées dans l'état où elles se trouvent.
2. L'Occupant ne pourra effectuer de modifications des terrains, autres que celles pour lesquelles la présente convention est consentie, que sous réserve de l'approbation préalable et écrite du Propriétaire, et sous le contrôle de celui-ci en cas d'accord.
En outre, le coût des modifications sera supporté par l'Occupant seul.
3. L'Occupant « sera seul responsable », sans recours contre le Propriétaire, de tous dégâts occasionnés aux parcelles mises à disposition ainsi que des troubles de jouissance.
4. Le Propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être tenu pour responsable des vols, actes délictueux ou criminels dont l'Occupant pourrait être victime ni d'accidents pouvant survenir sur les lieux mis à disposition.
5. L'Occupant devra faire son affaire personnelle d'assurer comme il le jugera convenable la garde et la surveillance des matériaux éventuellement entreposés ou des constructions mobiles que l'Occupant pourrait envisager d'aménager. Il s'engage à souscrire une assurance multirisques et responsabilité garantissant les sinistres de toutes natures pouvant survenir aux lieux occupés ou être causés au tiers du fait de l'utilisation de ceux-ci.
6. L'Occupant s'engage à ne pas modifier la disposition des lieux, sans l'accord préalable du Propriétaire, à maintenir la viabilité des parcelles en cas de dégradation, à respecter toutes les mesures de sécurité vis-à-vis de la circulation.

ARTICLE 6 : ETAT DES LIEUX ET RESTITUTION DES TERRAINS

La remise à l'Occupant des terrains objets de la présente autorisation donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal contradictoire le jour de la prise de possession.

Le Propriétaire autorise la Métropole Aix-Marseille-Provence et les organismes chargés de la réalisation des ouvrages à faire pénétrer sur leurs parcelles leurs agents et ceux de leurs entrepreneurs dûment accrédités en vue de la construction, de l'entretien et de la réparation des ouvrages à réaliser jusqu'à leur remise au Propriétaire.

Après achèvement des travaux, un constat d'état des lieux contradictoire sera alors effectué par les parties, valant remise du terrain au Propriétaire, et expiration de la convention.



ARTICLE 7 : RESILIATION

Le non-respect par l'une des parties des termes de la présente convention entraînerait après discussion et désaccord persistant entre les parties la résiliation d'office de celle-ci.

ARTICLE 8 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les parties.

ARTICLE 9 : LITIGE

En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les Parties, compétence expresse est attribuée au Tribunal Administratif de Marseille, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête.

La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

ARTICLE 9 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, et notamment la réception de tous actes extrajudiciaires, les parties font élection de domicile à :

IMMALDI ET CI
13 rue Clément ADER
77 230 DAMMARTIN EN GOELE

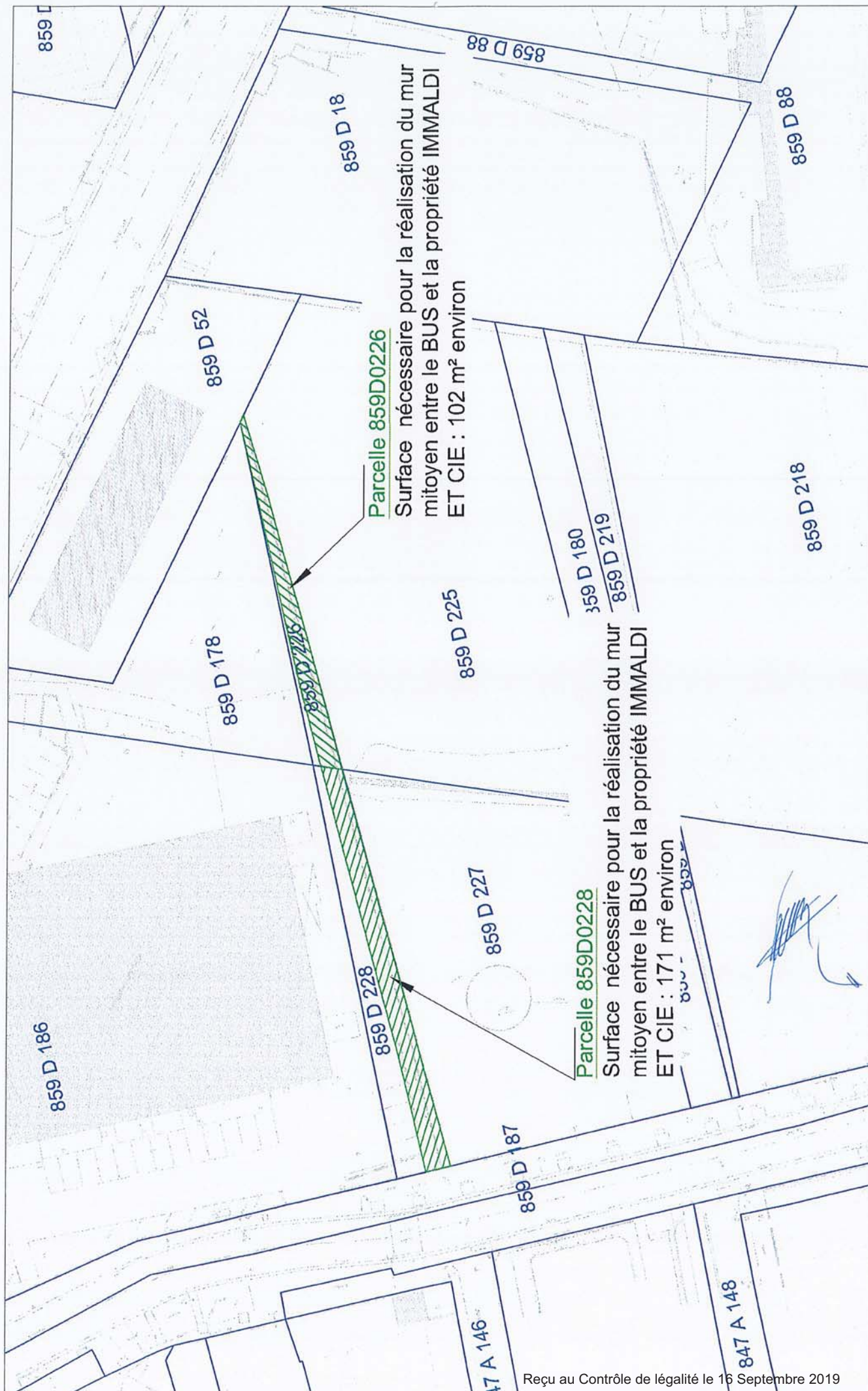
La Métropole Aix-Marseille Provence
TLM 2Bis quai d'Arenc
BP 48014
13567 MARSEILLE Cedex 02

Fait en 2 exemplaires, Marseille le

<p>Pour IMMALDI ET CIE Le <i>16.06.19</i> IMMALDI ET COMPAGNIE PARC D'ACTIVITÉ DE LA GOELE 13 RUE CLEMENT ADER CS 20573 77234 DAMMARTIN EN GEOLE CEDEX</p> <p>Madame Carole FOURNILLON</p>	<p>Pour la Métropole Aix-Marseille Provence La Présidente</p> <p>Madame Martine VASSAL</p>
--	--

Pièces jointes :

- Plan de situation de l'emprise mise à disposition





Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/511/D

Approbation d'un bail de courte durée d'un local sis 5 Rue Grignan - 13006 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre de la stratégie métropolitaine de redynamisation des commerces du centre ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite prendre à bail un local à usage de commerce situé 5 Rue Grignan, 13006 Marseille.

Par conséquent, il convient de signer un bail de courte durée dérogatoire au statut des baux commerciaux dans les conditions suivantes :

Désignation :

Au sein de l'immeuble situé 5 Rue Grignan, 13006 Marseille le bailleur donne à bail à la Métropole les locaux suivants : Au rez de chaussée, un local à usage commercial d'une surface de 56,17 m².

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Septembre 2019

Durée :

Trois ans à compter du 16 septembre 2019.

Prix :

Loyer : 20 000€ par an, hors taxes et hors charges, payable trimestriellement et d'avance.

Charges : La provision pour charges annuelles est de 3 000 € hors taxes.

Dépôt de garantie : Il a été convenu qu'aucun dépôt de garantie ne serait versé.

CONSIDÉRANT

Qu'il y a lieu de signer un bail de courte durée dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SCI IMMO ONE à compter du 16 septembre 2019 pour les locaux situés 5 Rue Grignan, 13006 Marseille.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un bail de courte durée dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SCI IMMO ONE, à compter du 16 septembre 2019 pour une durée de 3 ans pour les locaux sus mentionnés.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A130 – Nature 6132, 614, 63512 – Chapitre 011 – Fonction 020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Septembre 2019

Décision n° 19/512/D

Délégation du droit de préemption urbain à la Commune de Berre l'Etang pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BY numéro 141 sis rue de l'école quartier Mauran, appartenant à Monsieur Antoine Porcel

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- Le décret n° 2015- 1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection du Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières,
- La délibération n°001358 du 23 mars 2017 du Conseil Municipal de la commune de Berre l'Etang instaurant notamment le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (UA),
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Berre l'Etang le 31 juillet 2019 enregistrée sous le n°01301419M0076 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré BY 141 sis rue de l'école quartier Mauran appartenant à Monsieur Antoine Porcel,

- Le courrier de la Commune de Berre l'Etang en date du 5 août 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Berre l'Etang, cadastré section BY numéro 141 classé en zone UD du Plan Local d'Urbanisme en vigueur ne présente pas d'enjeu pour la Métropole, mais permettrait par sa situation géographique et sa configuration de réaliser un équipement collectif ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Berre l'Etang.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Berre l'Etang pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BY numéro 141, sis rue de l'Ecole, quartier Mauran à Berre l'Etang, appartenant à Monsieur Antoine Porcel.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Septembre 2019

Décision n° 19/513/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AH numéro 737p sis 52 Chemin Carraire des Crémades, appartenant à Monsieur Philippe Mauvoisin

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015- 1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection du Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du 26 juin 2000 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers instituant le droit de préemption sur sa commune ;
- La délibération du 23 novembre 2007 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers modifiant le périmètre du droit de préemption ;
- La délibération du 24 juin 2010 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers modifiant la délibération du 23 novembre 2007 dans son 3^{ème} visa et 3^{ème} alinéa ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Fare les Oliviers le 31 juillet 2019 enregistrée sous le n°01303719M0077 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré section AH sous le n°737p appartenant à Monsieur Philippe Mauvoisin ;
- Le courrier de la commune de La Fare les Oliviers du 2 août 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de La Fare les Oliviers cadastré section AH numéro 737p classé en zone UC et grevé d'un emplacement réservé n°23 (*Aménagement du carrefour RD19c*) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait à la commune de mettre en œuvre ledit aménagement du carrefour de la RD19c ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de La Fare les Oliviers.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AH numéro 737p sis 52 Chemin Carraire des Crémades à La Fare les Oliviers, appartenant à Monsieur Philippe Mauvoisin.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Septembre 2019

Décision de création d'une régie de : recettes composteurs - Territoire du Pays Salonais

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais n° 123-19 en date du 17 juin 2019 portant « mise en œuvre de l'opération compostage domestique sur le Territoire du Pays Salonais » ;

- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 juillet 2019 ;

CONSIDÉRANT

- La nécessité de créer une régie de recettes pour encaisser le produit de la redevance liée aux composteurs et à l'accompagnement des usagers au compostage individuel. L'opération de promotion et de diffusion de composteurs domestiques vise à favoriser l'action de compostage chez les particuliers et réduire ainsi la production de déchets à la source.

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes « Composteurs – Territoire du Pays Salonais ».
Les recettes de la régie s'impacteront sur le Budget Annexe Collecte du Territoire du Pays Salonais en fonction de la nature de la recette.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux de la Direction des Déchets du Territoire du Pays Salonais :

190 rue du Commandant Sibour,
13 300 Salon de Provence.

Article 3 :

La régie encaisse sur l'ensemble du Territoire du Pays Salonais le produit suivant :

- redevance pour service rendu : composteur et accompagnement au compostage individuel.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Chèques bancaires
- Cartes bancaires via le paiement en ligne

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un justificatif de paiement.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom de la régie de recettes pour l'encaissement de la redevance pour service rendu auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1000 euros.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Septembre 2019

Approbation de la convention portant mise à disposition de terrain pour travaux dans le cadre de l'aménagement des abords du Centre Bourse à Marseille (13001)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Au titre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et de création de voirie, la Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser l'aménagement des abords du centre commercial « Centre Bourse », sis Square Belsunce à Marseille, 13001.

Dans le cadre de ces travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite pouvoir intervenir sur l'ensemble des parcelles concernées, y compris sur les emprises foncières relevant du domaine privé.

Le secteur de projet s'étend de la rue Bir Hakeim au sud jusqu'à la place François Mireur au nord, et des façades du Centre Bourse à l'ouest jusqu'à la contre allée du Cours Belsunce à l'est. Compte tenu de la nature des travaux consistant essentiellement en une réfection des revêtements de sol, la plantation d'arbres et la pose de mobilier, et compte tenu de l'usage en tant qu'espace public des espaces, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès des propriétaires la mise à disposition d'emprises foncières listées dans la convention afin de réaliser les aménagements prévus et permettre les installations et le stockage nécessaires au chantier.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'aménagement des abords du Centre Bourse à Marseille (13001), il est nécessaire d'intervenir sur des emprises foncières privées utilisées en tant qu'espace public ;
- Que cette mise à disposition débutera prévisionnellement le 2 septembre 2019 et se terminera le 17 janvier 2020.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention portant mise à disposition de terrain pour travaux dans le cadre de l'aménagement des abords du Centre Bourse à Marseille (13001).

Article 2 :

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

Elle est consentie par les propriétaires, sans contrepartie financière à verser par la Métropole.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 septembre 2019

Martine VASSAL

Convention portant mise à disposition de terrain pour travaux

ENTRE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement de coopération intercommunale, ayant son siège à Marseille (13007) 58 boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200 054 807 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Marseille, représentée par sa Présidente Martine Vassal en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite Métropole en vertu de la délibération n°HN 010-012/16/CM en date du 17 mars 2016 et portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Ci après dénommé l'« **Occupant** »,

D'UNE PART,

ET D'UNE PART :

La société dénommée « **SOCIETE CIVILE POUR LA LOCATION DU CENTRE COMMERCIAL DE LA BOURSE A MARSEILLE - SC CENTRE BOURSE** », société civile, au capital de 3 812 500 € euros, dont le siège est à PARIS (9ème arrondissement) 26 boulevard des Capucines, identifiée au SIREN sous le numéro 300 985 462 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS.

Représentée par KLEPIERRE MANAGEMENT, Société Anonyme à Directoire et Conseils de Surveillance au capital de 440 098 488,20 € euros, dont le siège social est sis, 26 boulevard des Capucines à Paris (9ème arrondissement) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 780 152 914, elle-même représentée par Barthélémy DOAT, en sa qualité de Directeur Général France.

ET D'AUTRE PART :

La SCI VENDOME COMMERCEs, société civile à capital variable au capital de 38 208 120,00 euros, dont le siège social est situé 6 place de la Pyramide - Tour Majunga - La Défense 9 - 92800 Puteaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 431 980 275,

Représentée par AXA REAL ESTATE INVESTMENT MANAGERS France (AXA REIM France), société anonyme au capital de 240.000,00€, dont le siège social est à Puteaux (92800), Tour Majunga – LA DEFENSE 9, 6 place de la Pyramide, identifiée sous le numéro unique 397.991.670 au RCS de NANTERRE,

Elle-même représentée par **Madame Emilie JASKULA** en qualité de Local Head of Asset Management, dûment habilité à l'effet des présentes par un pouvoir en date du 19 juillet 2018.

Ci-après dénommés Les « Propriétaires »,

D'AUTRE PART,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

EXPOSE

Au titre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et de création de voirie, la Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser l'aménagement des abords du centre commercial « Centre Bourse », sis Square Belsunce à Marseille, 13001.

Dans le cadre ces travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite pouvoir intervenir sur l'ensemble des parcelles concernées, y compris sur les emprises foncières relevant du domaine privé.

Le secteur de projet s'étend de la rue Bir Hakeim au sud jusqu'à la place François Mireur au nord, et des façades du Centre Bourse à l'ouest jusqu'à la contre allée du Cours Belsunce à l'est. Compte tenu de la nature des travaux consistant essentiellement en une réfection des revêtements de sol, la plantation d'arbres et la pose de mobilier, et compte tenu de l'usage en tant qu'espace public des espaces, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès des Propriétaires la mise à disposition des emprises foncières listées ci-dessous afin de réaliser les aménagements prévus et permettre les installations et le stockage nécessaires au chantier.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès des Propriétaires la mise à

disposition de ces emprises foncières afin de permettre le démarrage des travaux.

Ceci exposé, les parties ont convenu de conclure l'accord suivant :

A C C O R D

I –OBJET DE LA CONVENTION : MISE A DISPOSITION DE TERRAINS POUR TRAVAUX

ARTICLE 1 - 1

Les Propriétaires consentent au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte, en vue des aménagements réalisés dans le cadre de l'aménagement des abords du Centre Bourse, la mise à disposition pendant la durée de la présente convention des emprises foncières suivantes conformément au plan joint en annexe:

- Parcelle foncière Section 801 I numéro 176
- Parcelle foncière Section 801 I numéro 162, Volume numéro 400 de l'Etat Descriptif de Division en Volumes en date du Publié

Lesdits aménagements consistent en :

- Une réfection complète des sols avec un nouveau revêtement uniforme en dalle de pierre naturelle calcaire
- La plantation d'une cinquantaine d'arbres situés de façon aléatoire et hors emprise des 2 parcelles citées

Prévisionnellement, lesdits aménagements débuteront le 2 septembre 2019 et se termineront le 17 janvier 2019.

L'Occupant s'engage à adresser un calendrier et un descriptif détaillé des travaux envisagés ainsi que le calendrier d'exécution dans un délai de 15 jours à compter de la signature de la présente convention.

A défaut, la présente convention sera résolue de plein droit sans indemnité de part et d'autre.

Le propriétaire répondra dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception du descriptif et du calendrier mentionnés ci-dessus. A défaut de réponse écrite et expresse donnée par le propriétaire dans le délai susmentionné, celle-ci sera présumée négative.

ARTICLE 1 - 2

La présente mise à disposition est consentie par les Propriétaires, sans contrepartie financière.

ARTICLE 1 - 3

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à faire des terrains mis à disposition un usage conforme à l'objet de la présente convention.

La mise en place de dispositifs publicitaires ou de nouveaux équipements urbains n'est pas autorisée dans les emprises desdites parcelles.

ARTICLE 1 – 4

La présente convention est conclue en raison de la personne de chacune des parties. En conséquence, ils ne peuvent la céder, concéder, déléguer, ou transférer de quelque manière que ce soit, en tout ou en partie.

ARTICLE 1 - 5

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date de notification pour une durée d'un (1) an. Elle pourra être prolongée sur demande écrite formulée par lettre recommandée avec accusé réception par l'Occupant auprès des Propriétaires dans le délai d'au moins un mois avant son terme prévu. En l'absence de réponse des Propriétaires dans le délai de 15 jours suivant réception, la demande de l'Occupant sera présumée rejetée et la convention prendra fin au terme prévu aux présentes.

Au terme de la convention, les emprises listées à l'art 1.1 restent en possession des Propriétaires.

II – CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 2 - 1

L'Occupant déclare bien connaître les lieux et les prendre en l'état à ses risques et périls. Toutefois, il s'engage à prendre toutes garanties et notamment à souscrire les assurances requises pendant la période de mise à disposition de façon à ce que les propriétaires ne puissent être recherchés pour quelque motif que ce soit.

L'Occupant fera son affaire personnelle de l'ensemble des conséquences liées à l'exécution des travaux comme en cas de non-respect de ses obligations contractuelles. En tout état de cause, l'Occupant sera tenu responsable des travaux et réfections réalisés dans le cadre du

présent aménagement et relativement aux garanties contractuelles établies avec les entreprises qu'il aura mandatées.

L'Occupant est seul responsable de l'occupation des parcelles susmentionnées à l'article 1. 1, mises à disposition par la présente convention pendant toute la durée de mise à disposition, tant vis-à-vis des Propriétaires que vis-à-vis des tiers à la présente convention.

L'Occupant s'engage à ne pas perturber l'exploitation normale du Centre Bourse précité dans l'Exposé Préalable, en particulier pendant les heures d'ouverture des locaux commerciaux dédiées à l'accueil des fournisseurs et de la clientèle, de telle sorte que Les Propriétaires et les exploitants de commerces ne soient en aucun cas recherchés en responsabilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence dégage toute responsabilité des propriétaires pour toutes les conséquences d'éventuels incidents qui pourraient intervenir dans la zone effectivement occupée et qui résulteraient des aménagements projetés :

- pour des faits ou des événements survenus lors de l'usage public des espaces mis à disposition,
- en cas d'accidents ou dommages liés notamment à la présence de mobilier urbain et des installations et matériels de chantier stockés sur la parcelle,
- pour des faits survenus ou consécutifs à des travaux commandés par elle et pour des incidents ou accidents liés à la présence de son personnel, de ses équipes ou des entreprises intervenant pour son compte sur les parcelles occupées.

ARTICLE 2 - 2

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes se trouvant sur les parcelles mises à disposition.

Il est également convenu de manière expresse que les Propriétaires ne pourront être tenus pour responsable des vols et dégradations pouvant survenir sur les terrains mis à disposition.

En conséquence, l'Occupant s'engage à faire son affaire personnelle de tous dommages, accidents, dysfonctionnements et détériorations pouvant être causés aux biens ou aux personnes se trouvant sur les terrains mis à disposition, à compter de la mise à disposition.

Les Propriétaires se réservent le droit de pouvoir intervenir sur les terrains mis à disposition pour les travaux en cas de nécessité au regard de la bonne gestion du « Centre Bourse ».

Il est demandé à l'Occupant, autorisé à réaliser les travaux sur les parcelles mises à disposition, de tout faire pour préserver la qualité de vie et impacter le moins possible l'organisation opérationnelle du quartier. Les Propriétaires, représentés par la société KLEPIERRE MANAGEMENT, gestionnaire des parcelles concernées et du centre commercial « Centre Bourse » dont il faudra préserver le fonctionnement, souhaitent que

l'Occupant et ceux qui interviendront pour son compte puissent préserver l'ensemble des conditions d'usage du bâtiment commercial à savoir : préserver l'accès, la desserte pompier et l'accès aux poteaux incendie, la collecte des ordures ménagères, les livraisons à pied, etc...

Enfin, les Propriétaires seront consultés par l'intermédiaire du gestionnaire du centre commercial « Centre Bourse » préalablement lors de l'installation des chantiers portant sur les deux parcelles mises à disposition de façon là aussi à s'assurer de la protection des conditions de vie du quartier et dudit centre commercial.

ARTICLE 2 - 3

Les modalités pratiques d'utilisation des terrains objet de la présente seront définies en concertation entre les différents intervenants.

ARTICLE 2 - 4

Les Propriétaires autorisent l'Occupant et les organismes chargés de l'exploitation des ouvrages à faire pénétrer sur sa parcelle leurs agents et ceux de leurs entrepreneurs dûment accrédités en vue de la construction, de l'entretien et de la réparation des ouvrages créés.

Avant la fin de la présente convention, l'Occupant s'engage à se rapprocher des Propriétaires afin de convenir des modalités d'entretien des abords du centre qui auraient été aménagés par les travaux pour lesquels la présente convention a été signée ainsi que les autres abords du centre qui seraient la propriété de la Métropole Aix Marseille Provence.

III – CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 3 - 1

La présente convention ne sera opposable qu'une fois signée par les parties et notifiée par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception aux représentants dûment habilités des Propriétaires, et ce dans un délai maximum de 10 jours suivant la signature de la Métropole. En l'absence de notification aux Propriétaires dans le délai de 10 jours, la convention sera réputée caduque.

ARTICLE 3 - 2

La présente convention est régie par le droit français. En cas de difficulté ou de litige portant sur la validité, l'interprétation ou l'exécution des présentes, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. Si cet accord ne peut être trouvé, le litige sera soumis au tribunal administratif de Marseille.

Les parties déclarent faire élection en leur domicile ou siège respectif.

Pour l'Occupant :

La METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE, établissement de coopération intercommunale, ayant son siège à Marseille (13007) 58 boulevard Charles Livon

Pour les Propriétaires :

La « **SOCIETE CIVILE POUR LA LOCATION DU CENTRE COMMERCIAL DE LA BOURSE A MARSEILLE - SC CENTRE BOURSE** », ayant son siège à Paris (75009), 26 boulevard des Capucines

La **SCI VENDOME COMMERCES**, ayant son siège à Puteaux (92800), 6 place de la Pyramide - Tour Majunga - La Défense 9

Fait à Marseille, en trois exemplaires originaux, le

La société CENTRE BOURSE

La Métropole Aix-Marseille-Provence
Représentée par sa Présidente

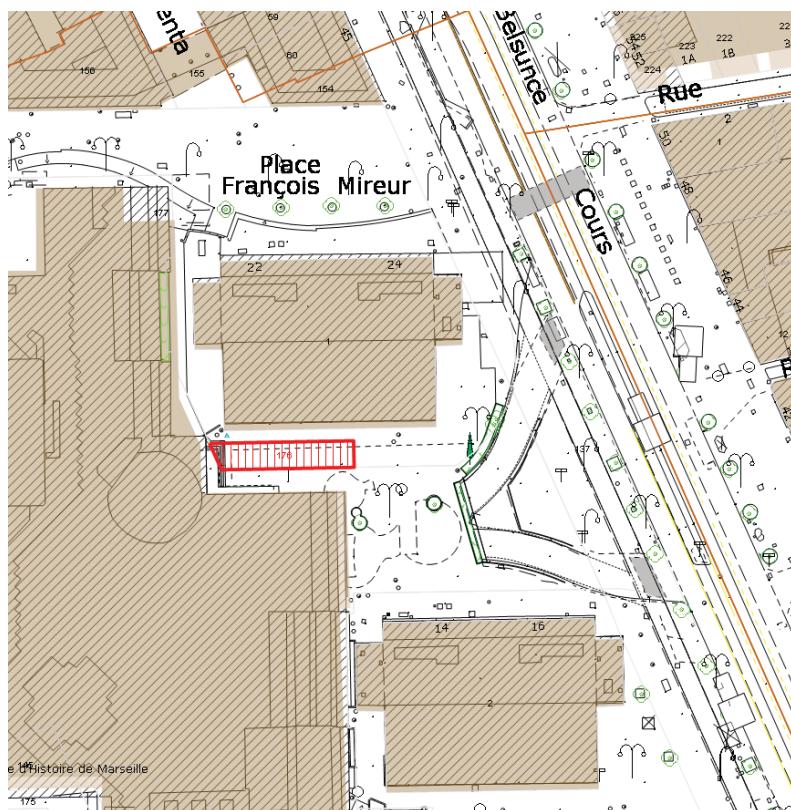
Monsieur Barthélémy DOAT

Madame Martine VASSAL

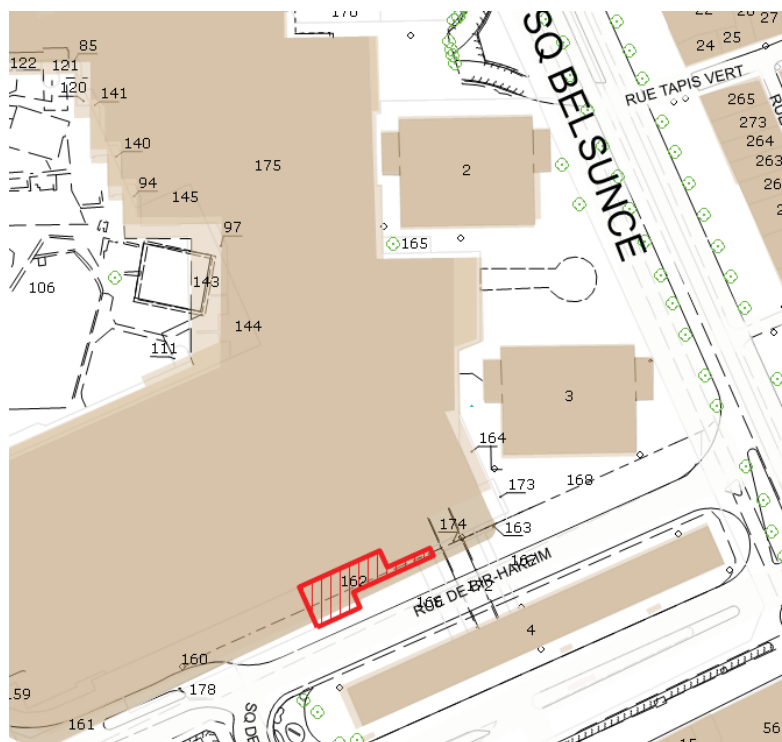
La société SCI VENDOME COMMERCES

Madame Emilie JASKULA

ANNEXE – REPERAGE DES PARCELLES



801 | 176



801 | 162 Volume n° 400

Décision n° 19/521/D

Avenant n°1 à la convention multipartite (Etat, Ville de Marseille, Département des Bouches-du-Rhône, Métropole Aix-Marseille-Provence) relative au transfert de la gestion et de la coordination d'accueil des personnes évacuées suite à l'effondrement d'immeubles de la rue d'Aubagne à Marseille à l'association France Horizon.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°131 de la commission permanente du 8 février 2019 relative à la convention avec l'association France horizon pour la gestion et la coordination de l'espace d'accueil des personnes évacuées (EAPE Beauvau) ;
- La décision n° 19/173/D du 18 février 2019 relative au transfert de la gestion et de la coordination d'accueil des personnes évacuées suite à l'effondrement d'immeubles de la rue d'Aubagne à Marseille à l'association France Horizon.

CONSIDÉRANT

- La mise en œuvre de la convention dans le cadre d'une négociation de gré à gré avec France Horizon, prestataire reconnu comme ayant les compétences requises sur la base de l'urgence de prise en charge impérieuse des personnes évacuées, conformément à l'article 30-I-1° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
- La nécessité de faire évoluer les missions de France Horizon conformément à l'article 2 de la convention pour la gestion et la coordination de l'espace d'accueil des personnes évacuées (EAPE Beauvau).

DECIDE

Article 1 :

D'approuver l'avenant n°1 à la convention multipartite relative au transfert de la gestion et de la coordination d'accueil des personnes évacuées suite à l'effondrement d'immeubles de la rue d'Aubagne à Marseille à l'association France Horizon.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/522/D

Délégation du droit de préemption urbain à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée AC n°260 sise 10 rue Vauvenargues 13100 Aix-en-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°2015-350 du Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 23 juillet 2015 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°19M1180 reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 1 août 2019 portant aliénation du volume 2 de la parcelle cadastrée AC n°260 sise 10 rue Vauvenargues 13100 Aix-en-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Septembre 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une action d'aménagement communale ;
- Que cette parcelle se situe dans le périmètre du plan de sauvegarde et de mise en valeur d'Aix-en-Provence pour lequel une concession de réhabilitation et d'aménagement de l'agglomération Aixoise a été signée entre la commune d'Aix-en-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires le 5 février 2016.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'acquisition du volume 2 de la parcelle cadastrée AC n°260 sise 10 rue Vauvenargues 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Septembre 2019

Décision n° 19/523/D

ZAC de Vallon de Regny - Marseille 9ème arrondissement - Convention d'exonération de participation constructeur passée avec la SOLEAM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 05/0564/TUGE du 20 juin 2005 approuvant le dossier de création de la ZAC de Vallon Regny ;
- La convention de concession passée avec Marseille Aménagement approuvée par le Conseil Municipal de Marseille par délibération n°06/0205/TUGE du 27 mars 2006 ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 07/0243/TUGE du 19 mars 2007 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de Vallon Regny ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n°07/1239/TUGE du 10 décembre 2007 approuvant l'exonération des participations constructeurs pour les établissements d'enseignement public construits sur des terrains non acquis auprès de l'aménageur dans la ZAC de Vallon de Regny ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n°15/0471/UAGP du 29 juin 2015 approuvant la réalisation par SOLEAM du groupe scolaire prévu au programme des équipements publics et la prise en charge par la Ville du coût de cet équipement ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTCT008-1420/15/CC du 23 octobre 2015 et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant à compter du 1^{er} janvier 2016 l'opération de la ZAC de Vallon de Regny à la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 034-1114/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le programme des équipements publics modifié de la ZAC de Vallon Regny et la convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la prise en charge financière par la Ville de la réalisation des équipements scolaires générés par les besoins de la ZAC et par ceux des opérations immobilières situées aux abords immédiats de l'opération d'aménagement ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB025-6447/19/CM du 20 juin 2019 approuvant la modification n°2 du programme des équipements publics ainsi que l'avenant n°1 à la convention financière avec la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC de Vallon de Regny s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la SOLEAM doit réaliser dans le cadre de la ZAC une école primaire de 16 classes conformément à la modification n°2 du programme des équipements publics de la ZAC et à l'avenant n°1 à la convention financière n°16/0679 entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipeement les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que le Conseil Municipal de Marseille a approuvé par délibération n°07/1239/TUGE du 10 décembre 2007 l'exonération du paiement des participations constructeurs pour les établissements d'enseignement public construits sur des terrains non acquis auprès de l'aménageur ;
- Que la SOLEAM a déposé le 11 juillet 2019 une demande de permis de construire n° PC 013055 1900589 PO pour la construction d'une école primaire de 3 750 m2 de surface de planchers sur un foncier appartenant à la Ville de Marseille ;
- Que le terrain d'assiette de la future école est situé dans le périmètre de la ZAC de Vallon de Regny sur les parcelles cadastrées 847 A 182 et A 185 ;
- Que la convention porte sur l'exonération de la participation financière de SOLEAM, constructeur de la future école, au coût des équipements publics ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de participation, conformément à l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, constatant l'exonération, pour SOLEAM, de participation financière aux coûts des équipements publics pour la réalisation de l'école primaire de Vallon de Regny.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 septembre 2019

Martine VASSAL

**ZAC VALLON-REGNY
13009, MARSEILLE**

Convention de Participation Constructeur

**SOLEAM
(Construction d'une école de 16 classes)
PC n° 013055 1900589 P0**

ENTRE :

LA METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE, représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL, habilitée à cet effet par procès-verbal du Conseil de Métropole FAG 001-4256/18 CM, en date du 20 septembre 2018,

Ci-après désignée par « La Métropole »

D'une part,

Et :

la SOLEAM, Société Publique Locale au capital de 5 000 000 Euros, dont le siège social est situé à l'Hôtel de Ville de la Ville de Marseille et les bureaux au 49 la Canebière 13001 Marseille, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le numéro 524 460 888, représentée par son **Directeur Général, Jean-Yves MIAUX**, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la Société, en date du 26 juin 2014,

Ci-après désigné « le Constructeur »,

D'autre part,

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement signée le 22 mai 2006, **la SOLEAM**, Société Publique Locale au capital de 5 000 000 Euros, dont le siège social est situé à l'Hôtel de Ville de la Ville de Marseille et les bureaux au 49 la Canebière 13001 Marseille, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le numéro 524 460 888, représentée par son **Directeur Général, Jean-Yves MIAUX**, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la Société, en date du 26 juin 2014,

Ci-après dénommée « SOLEAM » ou « l'Aménageur »,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

- La ZAC de Vallon-Regny a été créée par décision du conseil municipal n°05/0564/TUGE du 20 Juin 2005,
- Par délibération n° 06/0205/TUGE du 27 Mars 2006 et notifiée le 22 Mai 2006, la Ville de Marseille a confié à Marseille Aménagement devenue depuis la SOLEAM, la concession d'aménagement de cette opération,
- Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°S FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire,
- Le dossier de réalisation de la ZAC de Vallon Regny a été approuvé par décision du conseil municipal n° 07/0243/TUGE du 19 mars 2007, se composant notamment du programme global de constructions, du programme des équipements publics et des modalités prévisionnelles de financement,
- En date du 28 décembre 2015, Monsieur Le Préfet des Bouches du Rhône a pris un arrêté portant transfert à La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours sur la commune de Marseille, dont la concession de Vallon Regny,
- A compter du 1er janvier 2016, l'opération d'aménagement de la ZAC de Vallon-Regny relève de la compétence de Aix Marseille Métropole,
- Conformément à l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, le coût des équipements publics sera à la charge de l'aménageur pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone,
- Toutefois, il est prévu de laisser aux propriétaires en place dans la ZAC, qui n'auraient dès lors pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération à condition qu'elle s'inscrive dans le programme de la ZAC, par la signature d'une convention de participation avec la Métropole et dans le respect des documents organiques de la zone, notamment le Programme des Equipements Publics d'une part, et de la réglementation d'urbanisme applicable d'autre part,
- Par décision du conseil municipal n°07/1239/TUGE du 10 Décembre 2007, il est en outre décidé que les équipements publics destinés à être affectés à un établissement d'enseignement public et construits sur des terrains non acquis auprès de l'aménageur sont exonérés de participation constructeur,
- Dans le cadre de la concession d'aménagement de la ZAC, la SOLEAM est maître d'ouvrage de l'opération de construction d'une école primaire de 16 classes
- La Ville de Marseille est propriétaire du terrain d'assiette de l'opération de construction projetée

La présente convention porte donc sur le versement de la participation financière du Constructeur au coût des équipements publics de la ZAC pour la construction d'une école primaire de 16 classes, en application de l'article L 311.4 dernier alinéa du Code de l'Urbanisme modifié par la loi « ELAN » n°2018-1021 du 23 novembre 2018 – art 9.

Cette convention doit être passée entre la Métropole et le Constructeur conformément à l'article L 311.4 susvisé.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Constructeur participe au coût des équipements publics inscrits au programme des équipements publics de la ZAC de Vallon-Régny et mis à la charge des constructeurs, tel que celui-ci a été approuvé dans le cadre du dossier de réalisation de l'opération d'aménagement réalisée par la société Marseille Aménagement, devenue SOLEAM, concessionnaire de la ZAC.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DU TERRAIN CONCERNE :

La présente convention concerne les terrains situés sur le territoire de la Commune de Marseille ainsi désignés :

**Parcelles cadastrées 847 A 182 et A 185 pour partie pour une surface totale de 19 711 m²,
sises traverse Régny, 13009 Marseille**

ARTICLE 3 : PROGRAMME DE CONSTRUCTION :

Le programme de construction du Constructeur tel que figurant dans le dossier de demande de permis de construire consiste en la **construction d'une école de 16 classes de 3 750 m² SDP.**

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU CONSTRUCTEUR :

4.1. Le Constructeur accepte toutes les conséquences juridiques, administratives et financières résultant de l'inclusion du terrain susvisé à l'article 2 dans la ZAC de Vallon Régny. De ce fait, le Constructeur accepte de soumettre les constructions qu'il réalisera à l'ensemble des droits et obligations résultant des documents organiques de la ZAC dont il reconnaît avoir pris connaissance pour avoir été remis par SOLEAM, aménageur de la ZAC, notamment le document d'urbanisme applicable et son règlement, ainsi qu'aux servitudes afférentes.

4.2. Le Constructeur devra obtenir l'accord préalable de SOLEAM sur ses propres projets concernant notamment ses réseaux, voirie intérieure, ses espaces libres et ses objectifs environnementaux afin que celui-ci puisse notamment s'assurer du respect des dispositions prévues au document d'urbanisme applicable.

4.3. Le Constructeur déclare d'ores et déjà avoir parfaite connaissance des documents visés ci-dessus pour en avoir eu copie avant les présentes.

ARTICLE 5 : EXONERATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU CONSTRUCTEUR AU COUT DES EQUIPEMENTS PUBLICS :

5.1 Conformément à la décision du conseil municipal n°07/1239/TUGE du 10 Décembre 2007, le Constructeur est exonéré de participation financière au coût des équipements publics, étant entendu que les constructions sont destinées à être affectées à un établissement d'enseignement public et construites sur des terrains non acquis auprès de l'aménageur.

5.2. Pour le cas où le Constructeur obtiendrait un ou plusieurs permis de construire, éventuellement modificatifs, permettant la mise en œuvre d'un nombre d'une SDP différente de celle déjà autorisée par le ou les précédents permis, un avenant à la présente convention serait nécessaire.

ARTICLE 6 : CADUCITE DE LA CONVENTION :

En cas de péremption du permis de construire par application des articles R 424-17 à R424-20 du Code de l'Urbanisme, et abandon de l'opération, la présente convention sera considérée comme caduque.

ARTICLE 7 : LITIGES :

Tout litige résultant de l'application de la présente convention sera du ressort du Tribunal Administratif de Marseille.

ARTICLE 8 : FRAIS :

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention seront à la charge du Constructeur qui s'y oblige.

ANNEXES :

Annexe 1 – Délibération d'exonération de participation pour les équipements publics

Fait à MARSEILLE, en trois exemplaires originaux, le

Pour la METROPOLE

La PRESIDENTE, et par délégation

Pour le CONSTRUCTEUR, la SOLEAM

M. JEAN-YVES MIAUX, Directeur Général

Pour l'AMENAGEUR, SOLEAM

M. JEAN-YVES MIAUX, Directeur Général

VILLE
DE
MARSEILLE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT
DES
BOUCHES-DU-RHONE

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 10 Décembre 2007

PRESIDENCE DE MONSIEUR Jean-Claude GAUDIN, Maire de Marseille, Sénateur des Bouches-du-Rhône.

L'Assemblée formée, Monsieur le Maire a ouvert la séance à laquelle ont été présents membres.

07/1239/TUGE

DIRECTION GENERALE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT - DIRECTION ETUDES ET AMENAGEMENT - 9ème arrondissement - ZAC du Vallon Régny - Exonération de participations constructeurs pour certains équipements publics.

07-15826-DEAM

- O -

Monsieur le Maire, sur la proposition de Monsieur l'Adjoint délégué à l'Urbanisme et à l'Aménagement, au Suivi du POS, aux Grands Projets d'Équipement et aux Zones d'Aménagement Concerté, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

La Ville de Marseille a approuvé, par délibération n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, la création de la ZAC du Vallon Régny pour mettre en œuvre un projet urbain qui permettra à terme la réalisation d'un nouveau cœur de quartier d'environ 1 000 logements à la jonction des quartiers de Saint Tronc, du Cabot et de Saint Loup. Depuis, le POS a fait l'objet d'une révision simplifiée approuvée par le Conseil Communautaire du 18 décembre 2005 et un aménageur Marseille Aménagement, a été désigné pour mettre en œuvre cette opération.

Marseille Aménagement a eu notamment en charge l'ensemble des études nécessaires à l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC.

Le programme des équipements publics a été approuvé pour ce qui concerne la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du Conseil Communautaire du 12 février 2007.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Vallon Régny qui se compose notamment du programme global des constructions, du programme des équipements publics et des modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal du 19 mars 2007.

Conformément à l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme sera à la charge de l'aménageur, le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Toutefois, il est prévu de laisser aux propriétaires en place qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Il a donc été décidé de demander aux constructeurs concernés, non redevables de la TLE de participer au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec la commune ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme et à celles des articles 1585 C et 317 Quater annexe II du Code Général des Impôts de mettre à leur charge une part de coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Des établissements publics destinés à recevoir une affectation d'enseignement public vont être construits dans la ZAC Vallon Régnys sur des terrains non acquis auprès de l'aménageur.

Il a été décidé, du fait de l'intérêt public que représentent ces établissements qu'ils soient exonérés de la participation constructeur prévue au titre de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme.

L'exonération concernera l'ensemble des constructions répondant à tous les critères suivants :

- constructions sur des terrains non acquis auprès de l'aménageur,
- constructions destinées à être affectées à un établissement d'enseignement public,

Le montant de ces participations n'ayant jamais été programmé en recettes, cette exonération n'impacte pas le bilan actuel de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil Municipal de prendre la délibération ci-après :

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE MARSEILLE
VU LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
VU LE CODE DE L'URBANISME, NOTAMMENT LES ARTICLES L 311-4, L 311-5
VU LE PLAN D'OCCUPATION DES SOLS REVISE APPROUVE LE 22 DECEMBRE
2000 ET MODIFIE PAR DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE LE
8 OCTOBRE 2007
VU LA DELIBERATION N°07/0243/TUGE DU 19 MARS 2007
VU LA DELIBERATION N°06/0774/EHCV DU 17 JUILLET 2006
VU LA CONSULTATION DU CONSEIL DES 9EME ET 10EME ARRONDISSEMENTS
OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS**

DELIBERE

ARTICLE UNIQUE

Est approuvée l'exonération du paiement des participations constructeurs pour les établissements d'enseignement public construits sur des terrains non acquis auprès de l'aménageur.

**Vu et présenté pour son enrôlement
à une séance du Conseil Municipal
MONSIEUR L'ADJOINT DÉLÉGUÉ À
L'URBANISME ET À L'AMÉNAGEMENT, AU
SUIVI DU POS, AUX GRANDS PROJETS
D'EQUIPEMENT ET AUX ZONES
D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ
Signé : Claude VALLETTE**

Le Conseiller rapporteur de la Commission TRANSPORTS, URBANISME ET GRANDS EQUIPEMENTS demande au Conseil Municipal d'accepter les conclusions sus-exposées et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Certifié conforme
LE MAIRE DE MARSEILLE
SENATEUR DES BOUCHES-DU-RHONE**

Jean-Claude GAUDIN

Décision n° 19/524/D

Abrogation de la décision 19/470/D du 31 juillet 2019 relative à la délégation du droit de préemption urbain à la commune d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 240-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection à Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 047 19 M0240 reçue en mairie d'Istres le 1^{er} juillet 2019 relative à la vente d'un immeuble bâti comprenant un local commercial ainsi que deux appartements, figurant au cadastre à la section CL sous le numéro 241, sis 1 Place Docteur Georges Darrason sur la commune d'Istres, appartenant à Monsieur Seymand Pascal au prix de 120 000 euros ;
- La décision de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° 19/470/D du 31 juillet 2019 qui délègue le droit de préemption urbain à la commune d'Istres pour l'acquisition du bien immobilier ci-dessus désigné.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant transfert de la compétence "Aménagement de l'espace métropolitain", le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, est devenue titulaire du droit de préemption urbain prévu par le Code de l'Urbanisme qui s'exerçait sur le territoire des 92 communes composant la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences ;
- Qu'il n'y a pas lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la commune d'Istres.

DECIDE

Article 1 :

Est abrogée la décision n° 19/470/D du 31 juillet 2019 relative à la délégation du droit de préemption urbain à la commune d'Istres.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 septembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/525/D

Approbation d'une convention d'occupation précaire et révocable à titre onéreux du logement, lot n° 45, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble F cadastré à la section AM n°2, sis allée du Petit Diable à Miramas.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection à Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue propriétaire d'un appartement portant le numéro 45, situé au rez-de-chaussée gauche du bâtiment F sis allée du Petit Diable sur la commune de Miramas cadastré section AM 2 dans le secteur de la ZAC de La Rousse, par acte notarié du 18 juin 2019 ;
- Que l'actuel propriétaire vendeur, Madame Marie Drancourt, a formulé le souhait de rester occupant dudit appartement, après la vente de celui-ci, le temps de déménager dans son nouveau logement et que le déménagement a été retardé ;
- Que ledit bien, inscrit dans un programme national de rénovation urbaine, est destiné à être démoli en vue de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de « La Maille 1 - Mercure » à Miramas ;

- Que conformément aux dispositions de l'article L. 221-2 du Code de l'Urbanisme, l'immeuble précité, acquis pour la constitution de réserves foncières, est susceptible d'un changement de destination en vue de la réalisation de futures opérations d'aménagement, ne peut faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive ;
- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de conclure une convention d'occupation précaire et révocable au profit de Madame Marie Drancourt.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, relative à l'occupation précaire et révocable au bénéfice de Madame Marie Drancourt, de l'appartement situé au rez-de-chaussée du bâtiment F sis allée du Petit Diable (lot n° 45) à Miramas.

Article 2 :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée du 1^{er} août au 31 août 2019.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance forfaitaire d'occupation nette et non révisable, d'un montant de 140 euros.

Article 4 :

La recette correspondante sera inscrite au budget principal de la Métropole, chapitre 75, nature 752.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Septembre 2019

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ET REVOCABLE

Lot n° 45 du bâtiment F, immeuble d'un ensemble immobilier

situé à la ZAC de la Rousse – 13140 MIRAMAS

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine VASSAL, sa présidente, dont le siège est situé BP 48014, 13567 Marseille Cedex 02, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n° en date du2019

Ci-après dénommé "LE BAILLEUR",

D'une part,

Et :

Madame Marie DRANCOURT, domiciliée allée du petit diable, Bâtiment F (lot n° 45) – ZAC de la Rousse à Miramas (13140),

ci-après dénommée «LE PRENEUR»

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue le propriétaire d'un appartement de type 2 portant le numéro 45 situé au rez-de-chaussée gauche de l'immeuble F, sis allée du petit diable, bâtiment F à Miramas, sur la parcelle cadastrée section AM 2, dans le secteur de la ZAC de La Rousse sur la commune de Miramas, par acte notarié du 18 juin 2019.

L'actuel propriétaire vendeur a formulé le souhait de rester occupant dudit appartement, après la vente de celui-ci, le temps de retrouver un nouveau logement.

Inscrit dans un nouveau programme national de rénovation urbaine, ce bien est notamment destiné à être démoli en vue de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la « Maille 1 - Mercure » à Miramas.

L'article L. 221-2 du Code de l'urbanisme dispose que les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive.

Dans ce cadre, les parties se sont rapprochées afin de convenir ensemble d'une solution d'occupation précaire et révocable de l'appartement précité à compter du 1^{er} août 2019 au 31 août 2019.

La présente convention d'occupation précaire a pour objet de fixer les conditions et modalités d'occupation temporaire du bien susvisé.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : DESTINATION DES LIEUX – JOUISSANCE

LE BAILLEUR accorde l'occupation à titre temporaire et précaire d'un appartement de type 2 d'une superficie de 58,86 m², situé au rez-de-jardin du bâtiment F (lot n° 45), sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas.

Par la présente convention, LE PRENEUR se voit attribuer la jouissance privative et temporaire dudit appartement.

Le bien sus-désigné ne pourra servir à l'occupant que pour un usage d'habitation.

ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX - REMISE DU BIEN EN FIN D'OCCUPATION

Aucun état des lieux d'entrée ne sera réalisé à la prise d'effet des présentes, LE PRENEUR, étant l'ancien propriétaire occupant.

Au terme de la convention, LE PRENEUR s'engage par avance à restituer les lieux **nus et libres de tout encombrement et mobilier**.

En fin de contrat, et lors de la restitution des clés par LE PRENEUR, la remise du bien sera constatée contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec LE BAILLEUR huit jours à l'avance, à des heures ouvrables.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION - CONGE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée qui commencera à courir le 1er août 2019 et prendra fin au plus tard le 31 août 2019.

Eu égard à la période d'occupation ferme conclue ci-avant, LE BAILLEUR ne sera tenu à aucune obligation de préavis.

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par LE PRENEUR, par lettre recommandée avec avis de réception, sans délai de préavis.

Au terme de la convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, LE BAILLEUR récupérera alors la jouissance du bien objet du contrat.

ARTICLE 4 : REDEVANCE

LE PRENEUR s'acquittera d'une **redevance d'occupation dont le montant forfaitaire est fixé à 140,00 €** (cent quarante euros) pour la durée de la location définie ci-avant.

Elle est payable d'avance à la réception de l'appel de redevance émis par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARTICLE 5 : DEPOT DE GARANTIE

Il a été convenu qu'aucun dépôt de garantie ne serait versé.

ARTICLE 6 : CHARGES

LE PRENEUR prendra à sa charge les taxes, impôts et cotisations éventuelles, afférents au bien mis à disposition et qui incombent normalement. Il fera son affaire personnelle des abonnements et consommations en fluides (eau et électricité).

LE BAILLEUR prendra à son compte les charges de la copropriété.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

LE PRENEUR est tenu de souscrire la police d'assurance couvrant les responsabilités prévues en terme de risques locatifs. Il produira l'attestation correspondante dès première demande du BAILLEUR.

ARTICLE 8 : ENTRETIEN

LE PRENEUR déclare connaître parfaitement le bien mis à disposition et s'engage à le maintenir en bon état d'entretien et d'utilisation.

ARTICLE 9 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente convention est incessible et intransmissible. Elle est conclue intuitu personae, les droits en résultant ne pourront être cédés à qui que ce soit.

De fait, l'occupation du bien est strictement réservée au PRENEUR ci-avant désigné en en-tête des présentes. Ce dernier ne pourra, en aucun cas, sous-louer ou prêter, même à titre gratuit, tout ou partie du présent droit d'occupation.

ARTICLE 10 : CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement de la redevance d'occupation à son échéance ou d'inexécution d'une seule des conditions de la présente convention, du fait du PRENEUR, et un mois après un simple commandement de payer ou de sommation d'exécution demeurée sans effet, ladite convention sera résiliée de plein droit, sans formalité judiciaire, par LE BAILLEUR, et sans que ce dernier ait à faire la preuve d'aucun préjudice.

ARTICLE 11 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout différend qui pourra s'élever entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente convention d'occupation fera, au préalable, l'objet d'une tentative d'accord amiable. En cas d'échec de celui-ci, les parties signataires, d'un commun accord, font attribution de juridiction territorialement compétente.

ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux lieux figurant en-tête des présentes.

ARTICLE 13 : INFORMATION AUX LOCATAIRES

Il est expressément demandé au PRENEUR de bien vouloir prendre connaissance et de signer l'imprimé joint en annexe de la présente relativement à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département des bouches du Rhône.

L'Arrêté Préfectoral ainsi que la cartographie liée à ces informations sont également et directement disponibles au service urbanisme de la commune concernée par le lieu de location ainsi que sur le site Rhône.pref.gouv.fr/risques/ial

ARTICLE 14 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 15 : ANNEXE

Décision n° ----- du ----- autorisant la présente convention.

Fait à Marseille, le ----- en 2 exemplaires originaux.

LE PRENEUR

**La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence**

Madame Marie DRANCOURT

Madame Martine VASSAL

Décision n° 19/526/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de Marseille Habitat d'un ensemble immobilier situé au 29 Rue du Tapis Vert à Marseille 1er arrondissement, cadastré 801 D 63 appartenant à la SCI Willclo.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n°FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau : Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat à Marseille 1^{er}, 2^{ème} quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4^{ème} quartiers blancarde et Cinq Avenues, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, et 12^{ème} arrondissements ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0337 reçue en mairie de Marseille le 11 juillet 2019 portant aliénation d'un ensemble immobilier cadastré 801 D 63 situé 29, Rue du Tapis Vert à Marseille 1er arrondissement, appartenant à la SCI Willclo.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le périmètre d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat Indigne confié au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot 1, de compétence métropolitaine, cette opération visant le renouvellement urbain notamment en traitant des situations d'habitat dégradé par maîtrise foncière sur des immeubles en mauvais état structurel et présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé et la lutte contre l'habitat indigne.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition des lots 1 – 2 – 3 – 4 – 5 d'une superficie de 394,24 m² formant un ensemble immobilier cadastré 801 D 63 d'une superficie de 108 m², situé 29, Rue du Tapis Vert à Marseille 1er arrondissement appartenant à la SCI WILLCLO.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/527/D

Exercice du droit de priorité de biens situés rue Cade à marseille 14ème arrondissement appartenant à SNCF Réseau.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 240-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le droit de priorité enregistré sous le n° IA 013214 19 M0171 reçue en mairie le 11/07/2019 portant aliénation de trois terrains appartenant à SNCF Réseau situés rue Cade d'une superficie totale de 1 644m², parcelles cadastrées section 894 H n° 125, 126, et 150p.

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est titulaire d'un droit de priorité sur l'ensemble de son territoire à l'occasion de l'aliénation d'un bien appartenant à l'Etat ou assimilé ;
- Que la maîtrise foncière de ces parcelles permettra de régulariser l'assiette foncière des voiries et aménagements publics réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- Que l'exercice du droit de priorité relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

DECIDE

Article 1 :

D'exercer au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence son droit de priorité pour l'acquisition des biens ci-dessous désignés situés dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la Ville de Marseille.

Cadastre : 894 H 0125 - 0126 - 0150p

Superficie cédée : 1 644 m²

Situation : Rue Cade

Propriété : SNCF Réseau

Prix de vente : 41 100 euros

Objet du droit de priorité : Régularisation de l'assiette foncière des voiries et aménagements publics réalisés dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthelemy – Picon – Busserine à Marseille 14eme arrondissement.

Article 2 :

La décision d'acquérir l'emprise des terrains ci-dessus désignée sera notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à YXIME Provence Alpes Côte d'Azur–152–Avenue du Prado – 13008 Marseille.

Article 3 :

Le propriétaire au bien visé ci-dessus considèrera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié et le prix sera payé dans les délais fixés par le Code de l'Urbanisme.

Article 4 :

Le prix d'acquisition, les frais d'actes et de tout document se rapportant à cette acquisition seront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Décision n° 19/528/D

Mise à disposition du quai de déchargement située sur l'antenne de Cassis, au profit du Syndicat de défense et de gestion de l'Appellation Cassis,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Le Syndicat de défense et de gestion de l'Appellation Cassis a pour objet la défense des intérêts viticoles et la promotion des vins d'appellation Cassis.

Dans le cadre de son activité un quai est nécessaire pour que les producteurs déchargent le marc de vin dans leur benne.

En conséquence, le syndicat a sollicité la Métropole Aix Marseille Provence pour la mise à disposition du quai de déchargement situé dans l'enceinte de l'antenne de Cassis.

Les conditions de la mise à disposition sont les suivantes :

- parcelle cadastrée section AM numéro 9 sise Le Vallon des Anglais à Cassis (13260)
- mise à disposition à titre gratuit
- durée : Du 28 août 2019 au 27 septembre 2019

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix Marseille Provence met à disposition le quai de déchargement susnommé au syndicat de défense et de gestion de l'Appellation Cassis ;
- Qu'à cette fin une convention de mise à disposition à titre gratuit doit être conclue.

DECIDE

Article 1 :

De signer une convention à titre gratuit pour la mise à disposition d'un quai de déchargement situé dans l'enceinte de l'antenne de Cassis, du 28 août 2019 au 27 septembre 2019, au profit du Syndicat de défense et de gestion de l'appellation Cassis aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Décision n° 19/529/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de Marseille Habitat d'un immeuble situé au 16 Rue d'Aubagne, 3 Rue Halle Delacroix à Marseille 1er arrondissement cadastré 803 A 0249 appartenant à Madame Isabelle de Martin de Vives épouse Defroissard-Broissia.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau : Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat à Marseille 1^{er}, 2^{ème} quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4^{ème} quartiers blancarde et Cinq Avenues, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, et 12^{ème} arrondissements ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0342 reçue en mairie de Marseille le 17 juillet 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée 803 A 0249 sise 16 Rue d'Aubagne à Marseille 1er appartenant à Madame Isabelle de Martin de Vives épouse Defroissard-Broissia.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le périmètre d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat Indigne confié au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot 1, de compétence métropolitaine, cette opération visant le renouvellement urbain notamment en traitant des situations d'habitat dégradé par maîtrise foncière sur des immeubles en mauvais état structurel et présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé et la lutte contre l'habitat indigne.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition de l'immeuble cadastré section 803 A 0249 d'une contenance cadastrale de 245m² située 16, Rue d'Aubagne à Marseille 1er arrondissement appartenant à Madame Isabelle de Martin de Vives épouse Defroissard-Broissia.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019

Décision n° 19/530/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de Marseille Habitat de biens et droits immobiliers situés au 5, Rue Méolan Quartier Noailles, Marseille 1er arrondissement cadastré 803 A 82 appartenant à la SCI Guibal représentée par Mr Gérard Oudomsouk.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;

- La concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat à Marseille 1^{er}, 2^{ème} quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4^{ème} quartiers blancarde et Cinq Avenues, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, et 12^{ème} arrondissements ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0348 reçue en mairie de Marseille le 18 juillet 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 803 A 082 sise 5 rue Méolan Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la SCI Guibal.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le périmètre d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat Indigne confié au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot 1, de compétence métropolitaine, cette opération visant le renouvellement urbain notamment en traitant des situations d'habitat dégradé par maîtrise foncière sur des immeubles en mauvais état structurel et présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé et la lutte contre l'habitat indigne.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 803 A 082 d'une contenance cadastrale de 103m², située au 5, rue Méolan Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la SCI Guibal.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/531/D

Mission Elus : Nicolas Isnard - Sylvia Barthelemy - Table ronde au Sénat - 4 septembre 2019 - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux remboursements de frais des membres du Bureau et des Elus métropolitains.

CONSIDERANT

- Que Madame Sylvia Barthélémy est Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile ;
- Que Monsieur Nicolas Isnard est Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Septembre 2019

DECIDE

Article 1 :

Madame Sylvia Barthélémy et Monsieur Nicolas Isnard, se rendront à Paris le 4 septembre 2019, pour assister à la table ronde relative au projet de loi sur l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/532/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Isabelle Gabanou

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ,
- La requête n° 1608582 présentée par Madame Isabelle Gabanou devant le Tribunal Administratif de Marseille le 31 octobre 2016, tendant à l'annulation de la décision en date du 11 juillet 2016 par laquelle le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'a informée de son affectation au sein de la Direction de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information à compter du 8 août 2016 ;
- Le jugement n°1608582-1 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille le 14 mai 2019 rejetant la requête de Madame Isabelle Gabanou ;
- La requête n°19MA03318 présentée par Madame Isabelle Gabanou devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 15 juillet 2019 tendant à l'annulation, d'une part, du jugement n°1608582-1 du Tribunal Administratif de Marseille du 14 mai 2019 et, d'autre part, de la décision en date du 11 juillet 2016 par laquelle le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'a informée de son affectation au sein de la Direction de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information à compter du 8 août 2016.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à Madame Isabelle Gabanou.

DECIDE

Article 1 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n°19MA03318 et d'être représentée dans cette affaire par Maître Sophie Sémériva, 2 place de la Corderie, 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Sémériva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/533/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant l'occupation illégale des gens du voyage sur la ZAC Athélia V à la Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constat établi le 2 juillet 2019 par Maître Fabien Segura, huissier de justice associé au sein de la SAS Provjuris.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille afin d'obtenir l'expulsion des gens du voyage et toutes autres mesures et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier, domicilié 15 avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Septembre 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/534/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SERARL Provansal D'Journo Guillet et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant Monsieur Kevin Escanez

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille , du 28 mai 2019, à la demande de Monsieur Kevin Escanez, agent de la Métropole, victime d'un accident de la circulation le 16 avril 2015 à Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Provansal D'Journo Guillet et Associés domiciliée 43-45 rue Breteuil 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Provansal D'Journé Guillet et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/535/D

Décision d'estimer en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI Tiamu

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1906564-2 déposée devant le Tribunal Administratif le 21 juillet 2019 aux fins d'annuler la délibération n° URB 005-620/16/CM du 30 juin 2016 portant approbation de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sausset-les-Pins.

DECIDE

Article 1 :

D'estimer en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot domiciliée 71, boulevard Saint-Michel – 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/536/D

Décision d'ester en justice - Désignation de AARPI SBKG et associés / UGGC Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Navimut et 38 plaisanciers du bassin Berouard à la Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille signifiée le 25 juillet 2019, à la demande de Navimut et 38 plaisanciers tendant à l'indemnisation des dégats occasionnés à plusieurs navires lors de différents coups de vent dans le bassin Bérourard à La Ciotat.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet AARPI SBKG et Associés / UGGC Avocats domicilié 3-5, rue Gilbert Dru 13002 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet AARPI SBKG et Associés/ UGGC Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/537/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Alain Xoual pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur et Madame Kasparian, les consorts Giardina, dans le cadre de la procédure d'expropriation pour la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers/La Grave à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le jugement n°RG 18/00075 de la juridiction d'expropriation des Bouches-du-Rhône du 21 juin 2019 fixant le montant des indemnités dus à Monsieur et Madame Kasparian concernant les parcelles 879 section C n°115 et 879 section C n°127 dans le cadre de la procédure d'expropriation pour la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers/ La Grave à Marseille ;
- Le jugement n°RG 18/00076 de la juridiction d'expropriation des Bouches-du-Rhône du 21 juin 2019 fixant le montant des indemnités dues aux consorts Giardina concernant la parcelle 879 section B n°62 dans le cadre de la procédure d'expropriation pour la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers/La Grave à Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence pour interjeter appel des jugements n°RG 18/00075 et RG 18/00076 de la juridiction d'expropriation du 21 juin 2019 et d'être représentée par Maître Alain Xoual, domicilié 49 rue de la Paix – Marcel Paul 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Alain Xoual, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/538/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SARL Seaworks

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1905868-5 déposée le 5 juillet 2019 au Tribunal Administratif de Marseille par la SARL Seaworks contre les titres exécutoires émis les 27 février 2019 et 6 mars 2019 correspondant au versement des loyers et charges pour les mois de février et de mars 2019 pour l'occupation temporaire d'un ensemble immobilier relatif à des activités portuaires.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par la SCP CHARREL et Associés domiciliée 5 rue Boussairolles, 34000 Montpellier.

Article 2

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/539/D

Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Nabil Klai

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1907017-1 déposée par Monsieur Nabil Klai le 8 août 2019 au Tribunal Administratif de Marseille, demandant l'annulation de la décision de la Métropole du 23 juillet 2019 refusant de lui attribuer un congé longue maladie.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par le cabinet Adamas Affaires Publiques domicilié 55 boulevard des Brotteaux 69455 Lyon cedex 06.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Septembre 2019

Décision n° 19/540/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux Consorts Sleiman

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le courrier du 25 février 2018 adressé par les Consorts Sleiman à la Métropole Aix-Marseille-Provence la mettant en demeure d'acquérir la parcelle bâtie 870 D 27 située Traverse de la Haute Granière dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la juridiction de l'expropriation des Bouches-du-Rhône et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot domiciliée 71, boulevard Saint-Michel – 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Septembre 2019

**Convention d'occupation temporaire d'un bureau individualisé sous le lot n° 10
de 32, 73 m² au Pôle Média Belle de Mai**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que, par bail signé le 9 février 2005, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en location auprès de la Ville de Marseille, un local d'une superficie totale de 1 467 m², individualisé sous les numéros de lots suivants : 21, 22 et 23 et situé au 37/41 rue Guibal sis 13003 Marseille, dans le pôle Médias de la Belle de Mai ;
- Que l'entreprise le Studio, représentée par son gérant Monsieur Ron Dyens, a émis le souhait d'intégrer le bureau individualisé n°10, compris dans le lot n° 23, afin de développer son activité ;
- Que ce bureau individualisé n° 10 est libre de toute occupation ;
- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire jusqu'au 29 février 2020 pour un loyer 115 € /m²/HT/HC/an;
- Que le bail prendra effet à compter du 9 septembre 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux l'utilisation du bureau individualisé n°10 du lot n°23 situé au Pôle Média Belle de Mai - 37/41 rue Guibal sis 13003 Marseille par la société le Studio.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole service 900 000 – nature 752 – chapitre 75 – fonction 68 .

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2019

Martine VASSAL



**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE**

ENTRE

La Métropole Aix-Marseille Provence, dont le siège social est situé à MARSEILLE (13007), 58 Boulevard Charles Livon, immatriculée au répertoire SIREN sous le numéro 200 054 807, représentée par Monsieur Pascal MONTECOT, 7ème vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, dûment habilité en vertu d'un arrêté numéro 19/105 CM du 06 mai 2019

Ci-après dénommée "LA METROPOLE"

D'une part,

Et :

La société LE STUDIO, au capital de 10 000€ immatriculée au RCS de 22 août 20219 dont le siège social est situé au 68 Rue Sainte à Marseille (13001), représentée par Monsieur Ron DYENS, gérant de la société MOZER INC - société désignée en qualité de Président au terme des statuts- et ayant les pouvoirs à l'effet des présentes

Ci-après dénommée «L'OCCUPANT»

D'autre part.

PRÉAMBULE

Par bail signé le 9 février 2005, la Métropole a pris en location auprès de la Ville de Marseille un local d'une superficie totale de 1 467 m², individualisé sous les numéros de lots suivants : 21, 22 et 23.

L'ensemble est situé au 37/41 rue Guibal sis 13003 Marseille, dans le pôle Médias de la Belle de Mai.

La société LE STUDIO souhaite occuper une surface pour le développement de son activité.

Dans ce cadre-là, l'utilisation à titre onéreux du lot n° 23, bureau n°10 sis 37/41 rue Guibal à Marseille (13003) dans le pôle Médias de la Belle de Mai a été autorisée à la société LE STUDIO en vertu d'une décision portant le numéro

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : DESTINATION DES LIEUX – JOUISSANCE

LA METROPOLE concède, sous la forme d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable au bénéfice de l'occupant qui l'accepte, l'occupation de l'immeuble

désigné et décrit ci-après à l'article 2 à l'usage d'activités de développement, de production de fabrication et de distribution de films institutionnels, publicitaires, audiovisuels ou cinéma.

L'OCCUPANT reconnaît expressément que la présente convention, consentie à titre précaire et révocable, ne lui confère aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits et avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial. Par conséquent, il ne saurait se prévaloir, sous quelque forme que ce soit, de la législation applicable aux baux commerciaux régie par les dispositions du décret du 30 septembre 1953.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LIEUX

Le bureau individualisé sous le n°10 d'une surface de 32.73 m² sis 37/41 rue Guibal à Marseille (13003) dans le pôle Médias de la Belle de Mai.

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX

L'OCCUPANT déclare bien connaître les lieux mis à disposition pour les avoir visités. Il déclare également que LA METROPOLE lui a remis, lors de la signature de la présente convention, un état des lieux établi dans les conditions définies ci-dessous :

Un état des lieux contradictoire établi lors de la remise des clés à L'OCCUPANT.

Au terme de la convention, lors de la restitution des clés par l'OCCUPANT, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec LA METROPOLE huit jours à l'avance, à des heures ouvrables.

L'OCCUPANT s'engage par avance à restituer les lieux en leur état initial. La remise en état sera constatée contradictoirement dès la fin de ce même délai.

A défaut, la collectivité pourra procéder à ces opérations d'office, aux frais et risques de L'OCCUPANT.

ARTICLE 4 : REDEVANCE D'OCCUPATION

La présente convention est consentie moyennant une redevance annuelle de :

3 763.95 euros / hors taxes / hors charges : TVA 20 % en sus

Soit $32.73 \times 115 \text{ €HT} = \mathbf{3\,763.95 \text{ euros}}$

La redevance et les provisions pour charges seront payables trimestriellement d'avance, étant stipulé que le 1er terme sera payable à la mise à disposition avec application de la règle « prorata temporis ».

La redevance pour charges est afférente au local loué et aux parties et équipements d'usage commun plus amplement désignées au Cahier des Charges ci-annexé que l'occupant s'engage à respecter dès la signature de la présente convention. La fourniture d'eau fait partie intégrante des charges.

L'occupant s'engage à verser à la Métropole, qui lui en donnera bonne et valable quittance, **la somme de 940.99 euros correspondant à trois mois de loyer HT** en garantie du paiement du loyer, de la bonne exécution des clauses et conditions du présent bail.
Cette somme sera perçue au moment de la mise à disposition des locaux.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

L'avenant n° 1 (*signé le 31 mai 2005*) au bail initial entre la Métropole et la Ville de Marseille indique, en son article 2 relatif à la durée que « *La présente mise à disposition est consentie et acceptée pour une durée de 15 années entières et consécutives qui commencera à courir le 8 mars 2005 pour se terminer le 29 février 2020* ».

La présente convention est donc conclue dans la limite de la durée du bail conclu entre la Métropole et la Ville de Marseille soit jusqu'au 29 février 2020.
Elle prendra effet le 09 septembre 2019.

La présente convention pourra être dénoncée par les parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis **d'un mois**.

Par ailleurs, il est expressément convenu et accepté par l'OCCUPANT que la présente convention précaire pourra prendre fin de plein droit et immédiatement au cas où le bail initial entre la ville de Marseille et la Métropole viendrait à prendre fin par anticipation pour quelque cause se soit avant l'expiration du terme convenu.

ARTICLE 6 : ASSURANCE

L'OCCUPANT s'engage à s'assurer contre les risques dont il doit répondre en sa qualité d'occupant : incendie, dégât des eaux, ... et en justifier à LA METROPOLE en lui transmettant, dès son entrée dans les lieux, l'attestation émise par son assureur ou son représentant.

L'occupant devra également couvrir sa responsabilité civile pour les risques matériels et corporels.

L'OCCUPANT fait son affaire personnelle des risques vols, bris de machines, perte d'exploitation, la Métropole ne pouvant être inquiétée à ce sujet.

ARTICLE 7 : OBLIGATION DES PARTIES

LA METROPOLE est tenue des obligations suivantes :

- de délivrer à l'occupant les locaux en bon état d'usage et de réparations,
- d'entretenir les locaux en état de servir à l'usage prévu par la convention et d'y faire toutes les réparations, autres que celles à la charge de l'occupant, nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués,
- de ne pas s'opposer aux aménagements réalisés par l'occupant, dès lors que ceux-ci ne constituent pas une transformation de la chose louée et qu'ils sont réalisées conformément aux conditions posées par dans le Cahier des Charges ci-annexé.

L'OCCUPANT est tenu des obligations suivantes :

- de payer la redevance d'occupation aux termes convenus,
- de souscrire une ou des polices d'assurances couvrant les risques locatifs,
- d'user paisiblement des locaux loués suivant la destination qui leur a été donnée par la présente convention et respecter toutes les obligations, administratives ou autres, réglementant le cas échéant l'exercice de cette activité.
- de répondre des dégradations et pertes qui pourraient survenir pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure, par la faute de LA METROPOLE ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans les lieux,
- de prendre à sa charge l'entretien courant des locaux, des équipements mentionnés au cahier des charges ci-annexé, ainsi que les menues réparations et l'ensemble des réparations à sa charge définies par le décret n° 87-712 du 26 août 1987, sauf si celles-ci résultent de la vétusté, malfaçon, vice de construction, cas fortuit ou force majeure,
- de laisser exécuter dans les lieux loués les travaux d'amélioration ou nécessaires au maintien en état de l'immeuble ; les dispositions de l'article 1724 du code civil sont applicables à ces travaux,
- de ne pas transformer les locaux loués ou leurs équipements sans l'accord écrit de LA METROPOLE qui elle-même sollicitera la Ville de Marseille, bailleur principal. A défaut de cet accord, LA METROPOLE serait fondée à exiger de l'occupant la remise en état des lieux à son départ ou de conserver à son bénéfice les transformations effectuées sans que l'occupant puisse réclamer une indemnisation pour les frais engagés. LA METROPOLE se réserve la faculté d'exiger la remise en état immédiate des lieux aux frais de l'occupant lorsque les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux loués.
- l'aménagement intérieur des locaux sera réalisé par les soins et aux frais de l'occupant, conformément au cahier des charges ci-annexé.
- à respecter le cahier de charges ci-annexé.

ARTICLE 8 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente convention est incessible et intransmissible. Elle est conclue intuitu personae. L'OCCUPANT ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 9 : CLAUSE RESOLUTOIRE

En cas d'inexécution d'une seule des conditions du présent contrat et après une simple sommation d'exécution demeurée sans effet, ladite convention sera résiliée immédiatement et de plein droit, sans formalité judiciaire par LA METROPOLE, et sans que cette dernière ait à faire la preuve d'aucun préjudice.

ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tous différends relatifs à l'exécution de la présente autorisation seront soumis à la juridiction du tribunal de Grande Instance dont le siège est situé à Marseille.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Les parties signataires des présentes font élection de domicile aux adresses mentionnées en en-tête des présentes.

ARTICLE 12 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

Fait à Marseille, le

en 3 exemplaires originaux.

L'OCCUPANT

La société LE STUDIO

Le Président

LA METROPOLE

Le 7^{ème} Vice-Président

Monsieur Pascal MONTECOT

Décision n° 19/543/D

Mission Elu : Monsieur Roland Blum - 16 au 18 septembre 2019 - Conseil d'Administration du GART - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Roland Blum en qualité de 1er Vice-Président ;
- L'arrêté n° 18/213/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Roland Blum ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Roland Blum est Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué aux Transports, Mobilité et Déplacements.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Roland Blum se rendra du 16 au 18 septembre 2019 à Paris pour assister au Conseil d'Administration du GART (Groupement des Autorités Responsables de Transports), prévu le 17 septembre 2018.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Septembre 2019

Décision n° 19/544/D

Réforme d'engins, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDERANT

- Que l'opération de mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif de la collectivité pour sa valeur nette comptable en cas de démolition, de destruction ou de mise hors service d'une immobilisation résultant d'un acte volontaire (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète...) ou d'un événement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, vol...) ;
- Que la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence gère un parc de véhicules industriels destinés à l'exercice des missions de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans des domaines variés tels que la propreté urbaine et la voirie ;

- Que compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements, qui n'ont plus de valeur nette comptable, il convient de procéder à leur mise à la réforme et ainsi de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'en outre, afin de maintenir un parc de véhicules opérationnel, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'acquisition de véhicules et engins neufs pour les besoins de cette Direction ;

DECIDE

Article 1 :

D'approuver l'opération de mise à la réforme des engins, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la liste figure en annexe.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 septembre 2019

Martine VASSAL

ANNEXE - REFORME D'ENGINS, VEHICULES ET EQUIPEMENTS DE LA DIRECTION LOGISTIQUE DE LA FLOTTE TECHNIQUE DU TERRITOIRE MARSEILLE-PROVENCE

N° symbolique	Immatriculation	N° de série	Type	Marque	Libellé véhicule	Date mise en circulation	Valeur nette comptable
Matériel de propreté et divers							
AR0170		NA5L3A0002	LA5500	MATIS	ARVL MATIS COMPACT 5000L	21/06/2010	0,00 €
AR0173		NA5L3A0005	LA5500	MATIS	ARVL MATIS COMPACT 5000L	22/07/2010	0,00 €
AR0175		NL5M3B0007	LA5500	MATIS	ARVL MATIS COMPACT 5000L	10/03/2011	0,00 €
AR0183		NL5M3B0011	LA5500	MATIS	ARVL MATIS COMPACT 5000L	13/09/2011	0,00 €
BA0160		1701937	225	SCHMIDT	BAVL SCHMIDT-SWINGO	25/05/2006	0,00 €
BA0196		NA4M380053	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	30/01/2009	0,00 €
BA0217		2710006	150	SCHMIDT	BAVL MIXTESCHMIDT-SWINGO	22/07/2010	0,00 €
BA0226		NA4M3B0163	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4M3	27/07/2011	0,00 €
BA0230		NA4M3B0172	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	26/01/2012	0,00 €
BA0231		NA4M3B0173	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	26/01/2012	0,00 €
TA0154		CGGO162221	580SLE	CASE	TATP TRACTO-PELLE	30/12/1997	0,00 €
BE0209	EG-500-GW	ZCFA6581002077649	A65810T27	IVECO	CABE BENNE ENTREPRENEUR PL	19/07/1993	0,00 €
VU0133	EG-758-KN	VF3GE9HWC96256621	GE9HWC	PEUGEOT	VUBE PEUGEOT PARTNER 2M3	25/05/2007	0,00 €
CF1009	EG-175-KM	VF1FC0EBF23489261	FC0EBF	RENAULT	VUPK PICK UP HP KANGOO	17/01/2001	0,00 €
CF1014	EL-945-QK	VF3232B5215999820	232B521	PEUGEOT	VUFG PEUGEOT BOXER	22/12/2000	0,00 €
Matériel de collecte							
CF5132	EG-171-KM	VWASGFF2471021099	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	11/09/2007	0,00 €
CF5133	EG-822-KN	VWASGFF2471022628	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	11/09/2007	0,00 €
CF5141	EL-956-QK	VWASGFF2481051680	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	15/07/2008	0,00 €
CF5143	AC-718-XP	VWASGFF2481044002	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	17/09/2009	0,00 €
CF5145	AD-910-QP	VWASGFF2481040472	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	20/10/2009	0,00 €
CF5154	AT-824-MC	VWASGFF24A2108729	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	07/06/2010	0,00 €
CF5155	AT-979-MC	VWASGFF24A2108728	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	07/06/2010	0,00 €

Décision n° 19/545/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune d'Aix-en-Provence pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée LZ n° 318 sise 345 Chemin de Bouhenoure 13090 Aix-en-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2015-350 du Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence en date du 23 juillet 2015 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°19M1195 reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 1er août 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée LZ n°318 sise 345 Chemin de Bouhenoure 13090 Aix-en-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune d'Aix-en-Provence pour l'acquisition de la parcelle cadastrée LZ n°318 sise 345 Chemin de Bouhenoure 13090 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2019

Décision n° 19/548/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société DEAL Hydraulique

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1710163 et la requête n° 1804629 présentées par la société DEAL Hydraulique devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du titre de recettes n° 928 émis et rendu exécutoire le 29 novembre 2017, mettant à la charge de la société requérante le paiement de pénalités au titre du marché dont elle était titulaire d'autre part, à l'annulation de la lettre de relance du comptable public du 14 mai 2018 concernant le paiement du titre de recettes n° 187 émis le 15 mars 2018 opérant une compensation financière entre le montant des pénalités précitées et le solde du marché dû à la société requérante, enfin, à ce qu'une somme de 2 000 euros, pour chaque instance, soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés domiciliée – 5 rue Boussairolles – 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés domiciliée au pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 septembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/550/D

Mission Elu : Monsieur Michel Roux le 18 septembre 2019 - 19ème Conférence des Villes - France Urbaine - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Michel Roux, en qualité de 13^{ème} Vice-président délégué au Projet Métropolitain et Conseil de Développement ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux remboursements des frais de missions des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Michel Roux est Vice-Président délégué au Projet métropolitain et au Conseil de Développement.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Michel Roux se rendra à Paris le 18 septembre 2019 pour assister à la 19ème Conférence des Villes organisée par l'association France Urbaine.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 septembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Septembre 2019

Décision n° 19/551/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Pharminimo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1906829-2, déposée au Tribunal Administratif de Marseille le 31 juillet 2019 par la société Pharminimo demandant la condamnation de la Métropole à lui verser 116 400 euros au titre de préjudice économique lié aux travaux réalisés place de Strasbourg du mois de mars 2015 au mois de décembre 2016.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 septembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/555/D

Décision d'estimer en justice. Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à M+N Architecture, Sud Etudes Engineering, la SA Poggia, la SARL SMED, la société Alpes Provence Menuiserie et la SARL EITB »

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché de maîtrise d'œuvre n° 12MO07 du SAN Ouest-Provence relatif à la construction d'un équipement destiné à la musculation et à la gymnastique réalisé à Fos-sur-Mer, notifié le 13 septembre 2012 au groupement M+N Architecture (mandataire), Sud Etudes Engineering, Atelier Rouch et Kanope ;
- Le marché de travaux n°14TP1402 lot n°2 « Gros œuvre » du SAN Ouest-Provence relatif à la construction d'un équipement destiné à la musculation et à la gymnastique réalisé à Fos-sur-Mer, notifié le 1er juin 2015 à la SA Poggia ;
- Le marché de travaux n°14TP1403 lot n°3 « Etanchéité » du SAN Ouest-Provence relatif à la construction d'un équipement destiné à la musculation et à la gymnastique réalisé à Fos-sur-Mer, notifié le 1er juin 2015 à la SARL SMED ;
- Le marché de travaux n°14TP1404 lot n°4 « Menuiseries extérieures/serrureries » du SAN Ouest-Provence relatif à la construction d'un équipement destiné à la musculation et à la gymnastique réalisé à Fos-sur-Mer, notifié le 1er juin 2015 à la société Alpes Provence Menuiserie ;

- Le marché de travaux n°14TP1410 lot n°10 « Plomberie sanitaire/ventilation/chauffage » du SAN Ouest-Provence relatif à la construction d'un équipement destiné à la musculation et à la gymnastique réalisé à Fos-sur-Mer, notifié le 1er juin 2015 à la SARL EITB ;

CONSIDÉRANT

- Que le SAN Ouest-Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a lancé une opération de construction d'un équipement destiné à la musculation et à la gymnastique sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer ;
- Que depuis la réception des travaux, des infiltrations, des fissures et autres dommages ont notamment été constatés sur l'équipement ;
- Qu'il convient de saisir le juge des référés du Tribunal administratif aux fins de désignation d'un expert dont la mission sera notamment de constater les dommages, de déterminer leur origine et l'imputabilité des malfaçons, ainsi que le coût des réparations.

DECIDE

Article 1 :

De saisir le juge des référés du Tribunal Administratif de Marseille aux fins de désignation d'un expert et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques, cabinet d'avocats, 55 boulevard des Brotteaux, 69455 Lyon Cedex 06.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 septembre 2019

Martine VASSAL